

# défense de Occident

---

**Maurice BARDECHE :**

**Waterloo, morne plaine...**

●

**J.-E. CHeldon :**

**La Justice en mutation : les crimes  
d'Etat depuis 1945 (I)**

●

**Jehan BOUYAL :**

**L'Espagne : Reconquista An I (suite)**

●

**Diego SANCHEZ :**

**L'Argentine d'aujourd'hui**

●

**Jack MARCHAL :**

**La Droite face au pouvoir :  
l'éclatement du M. S. I.**

●

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

DANS LA REGION PARISIENNE

ESSONNE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans l'Essonne — C. O. INITIATIVE 91 W — B. P. 4 — 91570 BIEVRES.

HAUTS DE SEINE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* dans les Hauts de Seine — 3 bis, rue Silvy — 92000 NANTERRE.

PARIS 14ème et 15ème : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » PARIS 14ème et 15ème — C. O. APAC 14<sup>e</sup> - 15<sup>e</sup> — 95, rue de Lourmel — 75015 PARIS.

(Permanence tous les vendredis à 21 heures).

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

EN BELGIQUE : Raymond DEHAIBE, 31, Rue Bonne Nouvelle, 4000 LIEGE — Tél. 041.27.16.29.

EN SUISSE : Daniel COLOGNE, 4/6, Rue du Lac, 1207 GENEVE — Tél. 35.84.39.

POUR LE NORD : Philippe PENNEL, B. P. 1145, 59012 LILLE Cedex.

POUR LA REGION LYONNAISE : Jean-François MAYER, 7, Avenue Adolphe-Max, 69005 LYON.

# Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25<sup>e</sup> Année  
AVRIL 1977 — N° 147

---

## SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Waterloo, morne plaine* 3
- J.-E. CHELDON : *La justice en mutation : les crimes d'Etat depuis 1945 (I)* . . . . . 12
- Jehan BOUYAL :  
*L'Espagne : Reconquista an I (suite)* . . . . . 30
- Diégo SANCHEZ : *L'Argentine d'aujourd'hui* . . 43
- Jack MARCHAL : *La Droite face au pouvoir : l'éclatement du M. S. I.* . . . . . 49
- Jean FUSEAU : *L'Architecture : facteur et moteur de la civilisation* . . . . . 62
- Fritz BRUNNER : *Problèmes de la presse en Allemagne : La Gauche contre la Presse libre* . . . . . 74



- CHRONIQUE DES LIVRES : *Mark Twain, écrivain ou symbole ?* par Michel Peltier . . . . . 79
- *Hommage à Claude Elsen*, par Jean-Pierre De Guibert, suivi de *Drieu vivant*, par Claude Elsen . . . . . 84
- DOCUMENTS : *Les nouveaux catholiques : une nouvelle pièce au dossier de « l'Expression Corporelle »* . . . . . 88
- Espagne : *Le dernier manifeste de José-Antonio Primo de Rivera* . . . . . 94

---

### NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement  
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

*Signature :*

Prix du numéro .. . . . .	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros) .. . . .	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros) .. . . .	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i> .. . . .	30 F.
Abonnement de soutien .. . . .	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal  
adressé à « *Défense de l'Occident* »  
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20  
C. C. P. 65-35-65 PARIS

# **WATERLOO,**

## ***morne plaine***

Il est inutile de se dissimuler l'ampleur de la défaite et il est assez vain de se demander si on peut la réparer ! Cela dépend des circonstances qui peuvent se produire dans les douze prochains mois et nul ne peut se vanter de les prévoir. Il est inutile également de se demander ce qu'il aurait fallu faire ou de déplorer des divisions qui n'ont été qu'une cause seconde dans cette déroute : une droite criant d'une seule voix « vive Giscard » aurait été aussi copieusement battue, la victoire parisienne n'étant qu'une péripétie prévisible par de simples considérations démographiques.

La défaite de la Droite est d'abord une défaite du président de la République due à des fautes graves, imputables les unes à son caractère, les autres à une mauvaise analyse politique.

Dès le départ, dès les premiers jours, Giscard a déçu par des enfantillages qu'il appelait des changements et par des âneries qu'il croyait de profonds calculs. N'importe quel débutant en politique aurait pu lui expliquer que reculer la majorité à dix-huit ans, c'était donner un million de voix à ses adversaires : mais Giscard, ayant vu quinze cents lycéens qui portaient des badges à son nom, a cru qu'il avait pour lui toute la jeunesse de la France. Ce genre d'erreur étant indémontrable sur le moment. Giscard continua triomphalement dans la voie de ce qu'il appelait « le changement ». Le dit changement consista pour lui à fournir gratuitement des victoires à la gauche qui poursuivait la destruction de la famille et celle de la santé morale du pays : il libéralisa l'avortement, distribua largement la pilule anticonceptionnelle, ouvrit les prisons, inventa les permissions pour assassins

méritants et fit tout ce qu'il pouvait pour faire progresser l'anarchie sous le nom de « libéralisme avancé ». Ce n'était pas pour cela qu'on l'avait élu, mais cette considération était sans importance : la droite lui reviendrait toujours, soit par peur, soit faute d'autre candidat. Ce qu'il fallait, c'était conquérir des cœurs à gauche, même en trahissant le mandat d'ordre, de stabilité et de défense du patrimoine moral et matériel de la nation qui lui avait été confié. La gauche, au lieu de le remercier, levait le poing et donnait de l'éperon.

Giscard se consolait en scrutant les sondages. Quand les sondages étaient décevants, il inventait quelque autre « changement », qui était généralement une invention burlesque, mal conçue et impopulaire, mais dont les victimes étaient régulièrement ces « classes moyennes » taillables et corvéables à merci puisqu'elles n'ont pas d'instrument de chantage pour faire reculer le pouvoir. L'électorat de Giscard devint donc tout à la fois la victime de son « libéralisme avancé » et de ses tours de vis fiscaux. Patiemment, inlassablement, Giscard détruisait sa plate-forme électorale et même travaillait à la faire disparaître en tant que milieu social. C'était évidemment une politique de gribouille, mais cela n'avait pas d'importance, puisqu'on allait conquérir des cœurs à gauche.

Et pour cela, on cédait devant toutes les pressions syndicales, on obtempérait à tous les mots d'ordre, on laissait grimper les salaires, en imaginant que c'était un moyen sûr pour conquérir les cœurs. C'était surtout un moyen sûr d'organiser la fuite devant l'emploi, d'accélérer le chômage et de faire baisser nos exportations en faisant augmenter nos prix. On nourrissait ainsi l'inflation qu'on prétendait combattre, mais on la freinait en même temps en surtaxant les petites et moyennes entreprises, ces pelés, ces galeux, tout juste bons à voter pour Giscard, mais, du reste, « patrons de combat » qu'il fallait mener durement pour complaire aux syndicats.

Cette brillante politique de gauche donna des résultats qu'on peut attendre d'un politique systématique de gauche : les investissements des entreprises diminuèrent, les

prix en montèrent d'autant plus, les exportations en baissèrent d'autant mieux et l'inflation continua si bien qu'il fallut dévaluer le franc.

Pour ce prix-là, avait-on, au moins, conquis des cœurs à gauche ? Hélas, les syndicats étaient exigeants comme des proxénètes, les gauchistes revendiquaient d'autant plus qu'on leur cédait davantage, et l'union de la gauche, parlait d'autant plus haut qu'elle voyait les bourgeois se coucher par avance à ses pieds au lieu de se battre. Car, et ce fut la seconde erreur fondamentale de Giscard, ce n'était pas le « changement » que voulait la gauche, c'était le chambardement. Les « gadgets » de l'Élysée n'intéressaient personne : On avait dressé le catalogue de ce qu'on allait pouvoir déguster en cas de victoire, et c'était autrement excitant. Non seulement, on ne pouvait pas conquérir des cœurs à gauche, mais tout ce qu'on tentait pour les conquérir ne faisait que rendre les appétits plus boulimiques. Puisque la droite entrait en pourparler, pourquoi voler à son secours ? Elle offrait ses billes d'agate pour qu'on accepte de jouer avec elle, mais pourquoi jouer avec elle, puisque la sortie de l'école était proche et qu'on allait pouvoir la rosser et prendre ses billes par surcroît ? Ce que Giscard n'avait pas vu, c'est que le pays était profondément et définitivement divisé, que les oppositions étaient viscérales, qu'on était aujourd'hui de gauche ou de droite comme on est brun ou blond, de naissance et de tempérament, qu'aucun « changement », aucun « gadget », aucune bille d'agate ne peuvent modifier cet antagonisme, que par conséquent entre les deux parties de la France, il n'y a pas de collaboration, ni d'entente, ni même de bonne foi possibles, mais que c'est une question de force et qu'il faut se battre ou capituler.

Evidemment, tout cela était dur pour un grand jeune homme intelligent, incertain, distingué, plein de bonne volonté, et qui avait réussi brillamment tous ses concours. Sûrement, il voulait bien faire, être le président de tous les Français, les rassembler sur son nom, les serrer sur son cœur et laisser le souvenir d'un « grand président » généreux, compréhensif, aimé de son peuple et ayant eu une « grande présidence ». Seulement, ce sont là des rêves qu'on fait à

dix-huit ans, ou à vingt-cinq ans quand on a une maturité un peu tardive. L'intelligence, les succès universitaires, la parfaite connaissance des données de l'économie ne font pas un homme d'Etat. Les grands hommes d'Etat sont des êtres d'instinct et non des collectionneurs de diplômes. C'est dommage pour ce grand jeune homme qui était si heureux et si fier d'être à la tête de l'Etat, mais son septennat risque d'être aussi malheureux que celui d'Albert Lebrun.

\*  
\*\*

Ne mettons pas tout le poids de l'échec sur les épaules de Giscard. Il n'est qu'une cause visible. D'autres fatalités ont pesé sur nous. Le plus grave est l'impuissance du libéralisme à mettre de l'ordre dans un Etat qui traverse une crise.

Le libéralisme économique a d'immenses et précieux avantages, mais combiné avec la démocratie, il en arrive à avoir plus d'inconvénients que d'avantages. La libre entreprise est à l'origine de la prospérité et du bien-être de l'Occident. Elle est la conséquence de la propriété individuelle dont elle est inséparable. Elle doit pouvoir fonctionner sans entraves, car elle permet l'initiative, la volonté créatrice, elle est le ressort de notre énergie et de la souplesse de notre économie : elle est le tissu cellulaire, la chair même de notre organisme économique. Mais le libéralisme, né de la libre entreprise, lorsqu'il s'est développé sans surveillance, a abouti à la toute-puissance des groupes détenteurs d'immenses capitaux et il a engendré un capitalisme spéculatif qui est tout autre chose que la libre entreprise et même qui étouffe et écrase la libre entreprise en créant des monopoles inexpugnables dans tous les secteurs de large utilisation et de grands profits. Le libéralisme économique s'est ainsi retourné contre lui-même en faisant naître des super-puissances et des tyrannies économiques qui le faussent et qu'il est indispensable de maîtriser.

Tel qu'il s'est transformé, le libéralisme économique sans frein et sans merci ne connaît plus que les lois du profit et de la concurrence. Il n'a aucun égard pour l'homme,



qui n'est pour lui qu'un élément de la production comme un autre, envers lequel on n'a aucune obligation particulière sinon d'hygiène et de bon usage. Il n'a aucune considération spéciale pour la nation qui n'est qu'un cadre comme un autre, parfois gênant, parfois utile, client ou commanditaire, mais de toutes manières facteur du fonctionnement parmi d'autres, auquel on n'a pas à se sacrifier et qu'on n'a pas spécialement à servir. Il ne se préoccupe que de la puissance financière qui lui permet d'avoir des moyens toujours plus gigantesques pour produire en grandes séries et écraser ses concurrents.

Ce grand capitalisme est créateur d'emploi et facteur de puissance nationale. Il est aussi à l'origine de ces baguettes magiques dont chacun de nous, même les plus démunis, dispose, dont nous ne nous émerveillons plus et qu'aucun prince de la cour de Louis XIV n'aurait osé rêver. Et en cela, il est précieux à sa manière, il a prouvé sa supériorité éclatante sur tous les autres modes de production par lesquels on a essayé de le remplacer, et il est stupide d'en vouloir le démembrer et la disparition.

Mais la loi d'airain à laquelle il obéit fait du libéralisme économique, devenu gigantisme économique, un facteur de déshumanisation qui crée des conditions de vie artificielles, et, à la limite, esclavagistes. En même temps, son action d'entraînement économique qui est bonne en soi, est dévoyée par un esprit mercantile qui devient l'esprit de notre politique toute entière. Exporter pour pouvoir importer les matières premières et l'énergie devient la loi suprême du libéralisme économique et par conséquent du gouvernement lui-même. Ce n'est pas par prévarication ou par corruption, comme on le suggère parfois, que les régimes démocratiques favorisent les grandes firmes nationales : c'est simplement parce que les responsables du gouvernement ont les yeux fixés comme elles sur le baromètre de l'exportation. Le libéralisme économique, qui est un bien en lui-même, corrompt, lorsqu'il est laissé à lui-même sans frein, la nation toute entière : il en fait une nation de marchands et de spéculateurs qui n'a plus d'âme, parce qu'elle ne connaît que ses livres de comptes.

Qui n'a pas d'âme, et qui n'a plus d'intelligence. Car le libéralisme économique en arrive à rendre impossible toute direction de l'économie. En dépit des plans, des contrats de programme, des réglementations et des contrôles des prix, la liberté économique, même entravée et falsifiée, aboutit à la même anarchie que la liberté politique. Aucune force n'existe au-dessus d'elle pour régler, distribuer les tâches, déterminer une hiérarchie de la production, surveiller ou éliminer les circuits parasites, organiser une économie complète et s'opposer aux situations monopolistiques et aux abus de puissance. Aucun pouvoir n'existe pour imposer la priorité de l'intérêt commun. Et surtout aucun projet n'existe chez les responsables de l'Etat pour sortir du mythe infernal de l'exportation à tout prix et pour inventer les circuits autarciques qui ont permis la puissance de l'économie allemande à l'époque hitlérienne et qui seuls peuvent assurer aux nations d'Occident une indépendance complète.

Alors, dans cette économie sans direction et dans cet Etat incapable par définition d'imposer sa volonté et même d'en avoir une, ce sont toujours les mêmes qui font les frais de l'exportation à tout prix. Par son action désordonnée, l'Etat injecte des milliards dont on ne sait pas très bien où ils vont et il est incapable de combattre les coalitions d'intérêts qui s'opposent aux économies indispensables. Et par son impuissance à régir et à contrôler les puissances féodales du capitalisme, il donne en même temps l'impression que ce sont toujours les mêmes, les salariés gradés et sans grade pêle-mêle, petites et moyennes entreprises qui sont les seuls qui soient soumis à sa régie et à son contrôle. L'austérité ainsi pèse d'un seul côté. Ce n'est pas un parti-pris, c'est seulement le résultat de l'impuissance démocratique. Mais l'électorat ne tient pas compte des intentions, il ne voit que les résultats : d'un côté, des milliards qui foisonnent et la provocation d'un luxe que rien ne réprime, d'une prépotence que rien ne contient, et de l'autre l'austérité des « sujets », qui n'ont que le droit de se plaindre, mais qui sont résolus à profiter de ce droit : les grands et le tiers-état, la situation de 1789.

L'agonie du libéralisme ressemble ainsi à l'agonie de

l'Ancien Régime. Et l'honnêteté de Raymond Barre n'a pas beaucoup plus de chances de triompher que la technicité de Necker. Les techniciens, quels qu'ils soient, n'ont qu'un pouvoir limité quand la machine est à bout de souffle. Ils ne peuvent même pas avoir d'imagination, car les principes mêmes du régime qu'on leur demande de sauver s'opposent aux médications drastiques. Raymond Barre ne peut pas plus sortir du libéralisme agonisant pour restaurer l'autorité de l'Etat que Necker ne pouvait sauver la monarchie agonisante en brisant le maquis des coutumes, des incohérences et des abus qui la perdaient.

Cette agonie des formes usées de la vie sociale, les « réformettes » de Giscard n'ont pas plus d'effet sur elle que les potions n'en peuvent avoir sur les mourants. Des hommes d'Etat prévoyants et profonds auraient pu, dans cette circonstance, souhaiter une puissante opposition d'extrême-droite qui puisse offrir une alternative à la solution marxiste. Mais nous n'avons eu que des politiciens soumis aux idées toutes faites. Aujourd'hui, la vague du mécontentement qu'ils ne pouvaient sans doute pas éviter, mais qu'ils pouvaient espérer diriger, porte dans un seul sens et les soulève par sa puissance. Il est trop tard pour lester l'autre côté.

\*  
\*\*

Une autre cause de la défaite, dont Giscard n'est pas responsable non plus, est l'inconscience du corps électoral. Là encore, c'est une tare d'un régime qui ne correspond plus aux nécessités des sociétés modernes. La démocratie, pour ne pas être le plus catastrophique de tous les régimes, exige impérieusement la maturité politique des électeurs. Or, le corps électoral se laisse prendre aux mots et aux choix simplistes. Il est certain que la majorité des électeurs ne veut pas d'un régime collectiviste tel qu'il fonctionne en URSS et dans les pays satellites. Mais il est clair aussi qu'elle ne comprend pas qu'elle peut être entraînée à son insu vers un tel régime collectiviste par le seul fait de l'insertion du parti communiste dans la direction du pouvoir légal. Il lui suffit que le parti communiste se présente comme le « parti du

peuple ». Prisonniers des mots, les électeurs choisissent d'être « du côté des défenseurs du peuple » et ils votent sans savoir qu'ils votent pour la bureaucratie, pour la faillite, pour l'aventure. Ils ont voté de même en 1936 pour « le pain, la paix, la liberté » : ils ont eu le rationnement, la guerre, l'occupation. Ils recommencent. Et ils recommenceront toujours. Badauds et avaleurs de rêves, ils croient que le parti communiste a renoncé à la « dictature du prolétariat » et ils sont incapables de comprendre que cette « dictature » qu'on a reniée dans les programmes renaîtra inévitablement dans les faits. Les porte-parole du parti communiste lui expliquent pourtant sans rire qu'il faudra « plier » devant la « majorité démocratique ». Cette nécessité leur paraît bien naturelle, et, au demeurant, inoffensive. Ils ne reconnaissent pas dans ces mots la terminologie de Lénine en 1917 : la « majorité démocratique », c'est ce que les Russes appelèrent en 1917 les « bolcheviks » (les majoritaires) qui avaient triomphé des « mencheviks » (les minoritaires). Et un de leurs théoriciens résumait très bien la situation qui résultait de l'existence de cette « majorité démocratique » : « quand les bolcheviks sont au pouvoir, la place des mencheviks est en prison. » Cette équation, qui était vrai hier, est encore vraie pour demain.

Je me demande si la résolution et l'énergie de Jacques Chirac peuvent vraiment quelque chose contre cette conjuration de la médiocrité des hommes et de la nocivité des principes. La campagne sur l'irréversibilité du changement institutionnel est la seule qu'on puisse faire utilement pendant le temps qui est encore disponible. Elle peut faire prendre conscience du péril, elle peut rassembler. Elle devrait avoir une profonde résonance. Cet appel au bon sens et au jacobinisme démocratique suffira-t-il à réveiller les somnambules que les sirènes ont endormis, les rêveurs éveillés qui marchent aujourd'hui vers l'abîme ? Chirac n'a pas de programme : c'est peut-être sa force. Ses génuflexions discrètes devant De Gaulle sont peut-être une nécessité tactique, mais elles n'ont aucun contenu politique, elles n'apportent aucune solution concrète aux problèmes que pose la décrépitude des démocraties. On se demande même s'il a diagnos-

tiqué le mal. Mais les circonstances commandent. Et l'action immédiate ne peut-être en effet qu'un tir de barrage. C'est le canon anti-grêle : mais quand le nuage est sur nous, c'est tout ce qu'on peut faire.

Je ne crois guère au succès du plan Barre : pour braver l'impopularité, il faut être seul maître à bord. Je ne crois pas beaucoup plus à l'énergie de Mitterrand. Il en a pour parvenir au pouvoir, en aura-t-il assez pour s'y maintenir ? Kerensky, lui aussi, avait été un Florentin habile. Si un sursaut ne parvient pas à mobiliser un pays maussade et découragé, devons-nous attendre qu'une débâcle chilienne ouvre les yeux aux incrédules ? Ou verrons-nous Marchais piétiner comme Berlinguer aux portes du temple et vider le communisme de son contenu pour le rendre acceptable aux bourgeois ? Tout est possible, y compris la ruine qui est fort probable. Mais pour l'avenir, il n'y a pas de remède durable si nous ne comprenons pas assez tôt que les démocraties ne sont plus capables d'affronter les crises de notre temps.

Maurice BARDECHE.

J. E. CHELDON

## **LA JUSTICE EN MUTATION (1) : Les Crimes d'Etat depuis 1945.**

« Que Votre volonté soit faite, Seigneur Dieu, qui réglez sur les mondes. C'est pourquoi je vous adresse cette prière : rendez aux hommes l'intelligence et le sentiment de la justice... »

Fernand de Brinon. (Fresnes, 15 avril 1947).

### I

## **Le crime " honteux "**

Quelle que soit l'importance de la criminalité de droit commun, dans le comportement quotidien des individus, politiciens compris, elle représente, naturellement, l'exception à la règle. Il en est tout autrement pour ce qui est de la criminalité de droit politique. Autrement dit, des forfaits, non plus crapuleux, mais commis, soit dans l'intérêt d'une idéologie au service de l'Etat, soit pour assurer sa position personnelle au sein d'une hiérarchie politique.

En ce domaine, c'est la soumission des gouvernants aux lois qu'ils promulguent qui n'est plus qu'exception, et c'est le pouvoir de les transgresser qui devient la règle.

On dirait que l'application de cette règle engendre même une véritable émulation entre quantité de dirigeants de presque toutes les Nations du monde moderne... Lequel d'entre eux aurait le droit de se déclarer étranger, dans son exercice du Pouvoir, aux enlèvements, tortures, emprisonnements ou assassinats des adversaires de ce Pouvoir ? Cela veut dire

---

(1) Voir les précédents chapitres dans « Défense de l'Occident » N° 87, (janvier-février 1970) et 89 (avril 1970).

étranger à des crimes ne surprenant plus personne, mais qu'on accomplit — de gré ou de force — de deux façons bien différentes :

L'une — franchement avilissante, absolument clandestine et parfaitement inavouable. L'autre — au contraire, réclamant le maximum de publicité, jusqu'à la mise en scène de jugements à grand spectacle des contestataires d'un pouvoir établi.

Comme il se doit, les forfaits du premier genre, c'est-à-dire réalisés dans l'entière illégalité, sont prévus tous et partout par le Code pénal. Mais c'est justement à la répression de ces agissements que se soustrait le politicien tant soit peu avisé. Commis sur ordre du Gouvernement — quoique illégaux au regard des lois en vigueur — ils ne sont jamais reconnus (du moins dans la mesure du possible) et restent toujours impunis. Indiscutablement blâmables, leur aveu couvrirait de honte l'autorité responsable. Sauf, peut-être, en temps de guerre... C'est pourquoi, évitant ainsi toute controverse, on limitera la démonstration de cette criminalité politique en ne retenant que celle des temps de paix.

En commençant par l'URSS et en tant que premier exemple de crimes « honteux », citons celui, secrètement approuvé par Lénine, qui fut perpétré à Ekaterinbourg dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918. Ce fut le massacre de l'infortuné Nicolas II — plus d'un an après son abdication volontaire du 15 mars 1917 — de sa femme, de ses cinq enfants, de son médecin, de ses derniers domestiques, qui partagèrent jusqu'au bout sa captivité... Et aussi de tous les parents de la famille impériale, proches et lointains, arrêtés et fusillés par la suite en d'autres endroits du pays (1).

La progression de la même criminalité clandestine s'affirme avec les assassinats, ordonnés par Staline en cachette de son propre Parti : de Trotsky au Mexique, de Kirov à Léninegrad, de Frounze à Moscou, de Mikhoäls, dernier mainteneur de la culture juive en URSS, sur la route de Minsk, et de bien d'autres... Toutes ces tueries étant, soit faussement attribuées à de prétendus contre-révolutionnaires, soit camouflées en accident de circulation, transformées

en échec d'une intervention chirurgicale, maquillées en suicide...

Ces ordres discrets de « liquidation physique » de quantité d'éminences parmi les plus représentatives du régime vont de pair avec d'autres directives du même Staline. Non moins confidentielles, mais concernant cette fois la masse des tièdes ou des incrédules, de rang plus modeste. Mentionnons, entre autres, ces instructions pour la mise à mort de milliers d'internés dans les camps de concentration, dont les fiches devaient porter l'annotation : « A ne pas laisser sortir vivant »... (2)

Tout aussi lâche que répugnant apparaît l'assassinat en 1940, aux environs d'Odessa et à Katyn, près de Smolensk, de 11.600 officiers polonais de tous grades, qui se rendirent aux Soviétiques en septembre 1939, pour ne pas être capturés par les Allemands. Comme dans tous les cas de ce genre, pour accomplir son forfait, la politocratie communiste s'y prit de façon à en dissimuler les traces, afin de pouvoir nier sa paternité, au cas de leur découverte. Cela bien inutilement d'ailleurs, en dépit du secret qui entourait l'opération et l'identité de ses exécutants, puisque l'un d'eux parvint quand même à rompre avec les Soviets et passer à l'étranger. Quoi qu'il en soit, la responsabilité de Moscou se trouva établie, tant par les services secrets américains et anglais, que par une Commission Internationale d'enquête, comprenant des experts agréés par le gouvernement polonais de Londres. Cette Commission, dont les travaux se déroulèrent en 1943 en présence de nombreux journalistes et cinéastes, eut le temps d'exhumer 4.143 cadavres de Katyn, avant d'arrêter ses conclusions irréfutables (3).

Contrairement aux procédés passablement grossiers des Soviétiques, le savoir-faire des Américains s'avère mieux réussi et plus instructif. Leur camouflage de telle ou telle autre mesure gouvernementale, jugée inavouable, est rarement pris en défaut.

Un Eisenhower, par exemple, déjà en sa qualité de Commandant en chef des armées alliées, manifesta en maintes occasions le souci de ne pas laisser de preuves écrites de



certain de ses ordres. Ne serait-ce que de celui qui interdisait l'acceptation par ses subordonnés de la reddition des troupes allemandes après l'offre de capitulation par l'amiral Dönitz. Ce manquement aux lois et coutumes devait permettre aux Soviétiques d'en ramasser le plus grand nombre et sans combattre, afin de les traiter en se dispensant d'observer les conventions internationales sur les prisonniers de guerre, Conventions de Genève de 1929, entre autres, jamais signées par le Kremlin...

Il est nécessaire de préciser que l'ordre criminel d'Eisenhower prescrivait d'ouvrir le feu sur tout soldat allemand, même désarmé et même isolé, qui tenterait de se rendre à un détachement américain (4).

De ses propres prisonniers le futur Président des USA disposa comme s'il s'agissait d'esclaves de l'antiquité. N'en céda-t-il pas 320.000 rien qu'à la France, qui n'eut ni l'occasion, ni les moyens de les capturer elle-même. Ce trafic ne s'arrêta que lorsque le Comité International de la Croix-Rouge apprit les mauvais traitements infligés aux prisonniers allemands sous le gouvernement de De Gaulle, et même plusieurs cas de leur exécution sommaire. Notamment à Annecy, où le 2 septembre 44 on en fusilla 80, sans la moindre justification (5). Ce fut donc sur l'injonction du Comité de Genève que l'on procéda à la restitution aux Américains de prisonniers « prêtés » à de Gaulle. L'un de ces transferts reçut le nom de code « Opération Skinny » (6).

Pire encore a été le sort des 150.000 combattants de l'armée Croate, capturés par les Anglais, mais cédés aux Serbes, après entente avec les Américains. 30.000 seulement restèrent en vie: 5.000 furent tués durant leur marche dans la vallée de la Drava, 15.000 fusillés à Maribor et ses environs, et « au moins 100.000 perdirent la vie lors des massacres entre Tezna, Prestchko et Vertsetch »... (7)

Quant au Président Truman, l'une de ses prouesses consista à faire poursuivre les ex-adversaires de son pays pour arrestations arbitraires, sévices policiers et internements administratifs de leurs compatriotes en temps de guerre, alors que les autorités américaines pouvaient se livrer aux

mêmes crimes en temps de paix et à l'encontre des citoyens d'un pays étranger... En fait, dans les années qui suivirent la fin des hostilités et rien que dans leur zone d'occupation, les Américains enquêtèrent sur le passé de 13 millions d'allemands, soumis à un questionnaire comprenant 131 interrogations (8). Cela permit de frapper 3.294.318 d'entre eux de différentes mesures de dénazification, y compris les sanctions extra-judiciaires, disciplinaires, professionnelles et autres (9). Et d'engager des poursuites judiciaires contre plusieurs centaines de mille de détenus. Or, sur ce nombre, les tribunaux américains ne retinrent en fin de compte, pour faire passer en jugement pour crimes contre l'humanité, contre la paix et de guerre, que... 570 dossiers. Mieux encore, au 14 avril 1949, ces tribunaux n'établirent la culpabilité que de 142 accusés et prononcèrent : 24 condamnations à mort, 20 à détention à vie et 98 à des emprisonnements à temps (10). Il s'en suit que des centaines de mille d'innocents subirent des internements et poursuites judiciaires à tort, même aux yeux de leurs ennemis.

Faut-il ajouter que, dans l'attente d'une condamnation éventuelle, aucun de ces prévenus, en prison ou dans les camps de concentration, n'échappa aux passages à tabac et autres sévices des plus raffinés et obligatoires selon un règlement non-écrit, mais strictement observé.

Dans de nombreux cas, les officiers de la Police Militaire américaine usèrent de tortures inédites en Europe et aussi variées qu'odieuses. Ainsi à Malmédy, sur 70 accusés comparus dans un procès, 68 eurent les testicules broyés. On les fit comparaître devant un pseudo-tribunal, où les agents déguisés des Services Secrets tenaient les rôles de juges, de procureur et d'avocat. Avant de fusiller ces suppliciés, un autre policier, costumé en aumônier, leur arrachait de fausses confessions. Des contre-enquêtes ultérieures, exigées par l'opinion publique et ordonnées par Washington, révélèrent des cas analogues d'extorsion d'aveux de crimes imaginaires à Wanne, à Gleise et ainsi de suite (11).

Parmi d'autres violations dissimulées tant de la législation interne américaine, que de l'ancien droit internatio-

nal, mentionnons l'établissement par le Secrétariat à l'Armée, sur les instructions du Président Truman, de plans ultra-secrets de livraison à l'URSS de ses ressortissants, devenus réfugiés politiques à l'étranger. L'un de ces plans portait le nom de code « Opération Keelhaul ». Appellation désignant jadis le supplice d'une victime ligotée que l'on faisait passer sous la quille d'un navire. En exécution de ce plan et de la non moins fameuse « Opération Grande Cale », 2.500.000 militaires et civils russes, globalement condamnés par coutume en URSS, furent livrés aux Soviets (12).

Toujours les mêmes gouvernants des USA, d'une façon particulièrement machiavélique, se rendirent complices d'innombrables forfaits commis par leurs protégés après la capitulation de l'Allemagne, de 1945 à 1951. Sur les 4 millions de morts (13) — parmi les 14 millions de déportés uniquement de l'Europe Centrale (14) — ils laissèrent massacrer 1 million par les Polonais et 500.000 par les Tchèques (15).

La complicité des dirigeants de la politique américaine se manifesta de trois façons :

D'abord, par la rupture, sans aucune justification juridique, de la reconnaissance et des relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil à Londres.

Ensuite, en donnant l'ordre à Eisenhower de stopper l'avance de ses troupes, au lieu de prendre sous leur protection des populations les appelant au secours et menacées de soviétisation.

Enfin, en refusant d'intervenir auprès des gouvernements instaurés par eux ou à leur dévotion, encore « démocratiques » et « socialistes », sinon de Yougoslavie, du moins de Pologne et de Tchécoslovaquie...

On sait aujourd'hui que cette abstention contraire aux intérêts des Etats-Unis fut adoptée sur recommandation de politiciens jouant le double jeu au profit de Moscou et devenus conseillers privilégiés de Roosevelt. Alors que son intervention était obligatoire à tous les points de vue.

Obligatoire ne serait-ce qu'à Prague. Dans cette capitale d'un pays en plein centre de l'Europe, où l'on fauchait

par centaines, à la mitrailleuse, vieillards, écoliers, blessés, infirmières derrière le cimetière de Wolschan et au stade de Strakow. Où l'on coupait aux femmes le tendon d'Achille, avant de les faire ramper sous les pieds d'une foule en délire. Où l'on jetait des paquets humains, ficelés avec des barbelés, par-dessus les ponts de la Wltava. Où l'on incendiait des femmes, auxiliaires des services de transmission, ligotées dans des meules de foin...

Sans parler des anciens combattants de l'armée Vlassov ou de quelque unité allemande ne sachant à qui se rendre, qui étaient arrosés d'essence, suspendus à des lampadaires et brûlés vifs sur la place Wenceslas... Alors que, durant les derniers jours de vaine attente des Américains, les soldats des six régiments russes de Vlassov protégèrent contre les Allemands en débandade la population tchèque ; en échange de la promesse de son Comité National de leur accorder le droit d'asile et la nationalité tchécoslovaque !

Durant des semaines on sortait de l'Elbe les corps mutilés des Sudètes, aux yeux crevés, langues arrachées... Et de leurs enfants cloués à des bois de lits (16).

Sur un total d'environ 20 millions de déportés et réfugiés, les recensements effectués accusent le chiffre de 6.390.000 morts, tués et disparus (17).

Mais, si cette extermination massive de gens sans armes et sans défense, après la capitulation de l'amiral Dönitz, apparaît comme une suite logique à la carbonisation durant la guerre de 3 millions de civils allemands par l'aviation alliée (18). on reste stupéfait devant les mesures prises par les mêmes Anglo-Américains pour faciliter le massacre de populations d'autres nationalités. Ainsi, sous prétexte de non-ingérence dans les affaires d'un pays seulement à moitié bolchevisé, ils livrèrent à la vengeance des communistes yougoslaves la Croatie entière, en évacuant leurs propres forces d'occupation. Comme résultat prévisible, les Serbes en tuèrent 300.000 hommes, femmes et enfants ; suivant les estimations publiées par Studia Croatica à Buenos-Aires (19).

Bref, au moment où le sort de l'Europe ravagée dépendait des décisions à prendre par les Etats-Unis, les plus influents de leurs gouvernements se montrèrent complices conscients d'innombrables forfaits et, par conséquent, criminels eux-mêmes. Instigateurs et receleurs tirant les ficelles et leurs marionnettes, les Pierre II et Tito, les Bierut et Mikolaïtchik, les Bénès et Fierlinger... Mais en dissimulant à tous leur double nationalité : américaine de passeport et juive de cœur. D'où leur germanochtonie sur le plan racial et soviétophilie sur le plan politique !

En Allemagne du IIIème Reich, parmi les crimes, sinon interdits à évoquer, du moins soigneusement minimisés, l'un des plus exécrables, dont se chargèrent les pontifes du national-socialisme, a été baptisé « la nuit des longs couteaux ». Durant cette nuit du 29 au 30 juillet 1934, sur ordre de Hitler, furent tués, par surprise et dans leurs lits, Roehm et plusieurs de ses principaux lieutenants. Et dans la journée qui suivit — Karl Ernst, Gregor Stasser et autres conspirateurs au sein du Parti. Enfin, dépassant singulièrement le cadre d'une épuration interne, on tua le même jour, également sans jugement, des personnalités d'autres groupements politiques, parfaitement légaux et appartenant à l'opposition parlementaire. Et parmi elles, l'ancien régent de Bavière, von Kahr, l'ex-chancelier du Reich, von Schleicher et sa femme, le général von Bredov... Au total, un massacre, dans le style des gangsters américains, qui fit 77 victimes.

Après l'écroulement du IIIème Reich et l'installation de régimes néo-démocratiques dans les deux Allemagnes d'après-guerre, les nouvelles équipes de politiciens ne cessent de consolider leur pouvoir en usant d'un procédé original. Dès leurs débuts, mais en se gardant de l'avouer, ils répudient tous les principes fondamentaux de droit traditionnel. Et cela pour instaurer un droit nouveau, permettant d'extirper jusqu'aux racines d'idéologie raciste... Non seulement les anciens adhérents au Parti national-socialiste, mais aussi tous les officiers et fonctionnaires, coupables de soumission à une discipline jugée criminelle *post factum*, purgèrent et purgent encore des peines d'emprisonnement. A l'exception des précédemment étranglés, pendus ou fu-

sillés en exécution des sentences de différents tribunaux des puissances étrangères.

Conformément à la nouvelle législation, les partis et mouvements suspects de chauvinisme sont interdits. Les livres, films, disques d'inspiration nationaliste (qualifiée de revancharde) sont brûlés et leurs auteurs ou détenteurs pourchassés. Les condamnés ayant purgé leur peine ne jouissent plus de droits civiques et sont privés de travail. Même les veuves des condamnés politiques se voient privées de pension (20). Certains morts sont jugés et condamnés à titre posthume, afin qu'un tribunal puisse prononcer la confiscation de leur avoir (21). Des prévenus acquittés par deux fois sont rejugés une troisième fois pour toujours les mêmes faits. Par la menace d'une inculpation, des milliers d'intellectuels, surtout parmi les enseignants, se trouvent acculés, soit à la résignation face au chantage et à la dénonciation des tiers, soit au suicide (22). En cela on a battu les records des années 1918-23, durant lesquelles on enregistra 224.900 suicides par désespoir (23). En ce qui concerne l'élite militaire, si la guerre de 14-18 coûta la vie à 166 généraux, celle de 39-45 — compte tenu des exécutés par les Alliés et décédés en leur détention — se solda par la mort de 963 généraux et amiraux, dont une moitié par suicides (24).

Jusqu'à ce jour la dénazification sous toutes ses formes sur le territoire de l'ancienne Allemagne a frappé de sanctions une douzaine de millions d'êtres humains. Rien qu'en zone américaine et seulement jusqu'à l'année 1949, elle a fait exactement 3.294.318 victimes (25).

En Allemagne, comme partout ailleurs, la « démocratie avancée » de Bonn et la « démocratie populaire » de Pankow ne sont pas tendres pour leurs adversaires. Mais fort souvent l'une et l'autre doivent recourir en matière de répression à des agissements inavouables, parce que criminelles selon leurs propres lois, qu'elles n'osent pas révoquer ouvertement... Ne se déclarent-elles pas « fraternelles et généreuses », d'après la formule d'un politicien français, M. Mitterrand !

Même chez le peuple juif, qui prétend offrir au monde l'image du plus bas niveau de criminalité, des politiciens de la nouvelle école parviennent à ternir sa réputation.

N'a-t-on pas vu et entendu le 8 mars 1969, à l'émission « Panorama » sur la 1ère chaîne de la Télévision Française, un responsable des activités clandestines de l'État d'Israël apporter l'aveu de crimes, dont voici un échantillon :

Opérant en Allemagne de Bonn (et jamais en celle de Pankow, présidée par un politocrate juif à ne pas suspecter de germanophilie), des agents israéliens réussirent à introduire un certain poison dans la farine et par conséquent dans la fournée de pain livrée à un camp de prisonniers de guerre, anciens Waffen-SS. Et le narrateur de ce haut fait de se vanter devant les téléspectateurs d'être parvenu à tuer de la sorte, rien que dans ce camp et en une seule fois, un bon millier de prisonniers...

Et que dire de l'enlèvement en Argentine d'un Eichmann ? La violation de toutes les lois nationales et internationales ne fut reconnue à cette occasion par le gouvernement d'Israël qu'après coup. A la suite de l'impossibilité matérielle de tuer cet Eichmann sans monter une procédure judiciaire, mais alors à grand spectacle... Néanmoins, nombreux sont les juifs — d'une culture les situant au-dessus des politiciens de profession — qui se désolidarisèrent une fois de plus des auteurs de ce crime du genre « honteux » et sauvèrent ainsi l'honneur de leur peuple. Parmi ces courageux protestataires, nommons, pour l'Amérique, l'écrivain Eric Fromm ; pour l'Angleterre — l'éditeur et journaliste Victor Gollantz ; sur place, en Israël — le célèbre philosophe Martin Buber !

On ne peut également oublier les activités criminelles des dirigeants de certains partis politiques, tels que la « Haganah », l'« Irgoun », la « Stern »... Ne leur doit-on pas, en plus de l'assassinat du premier Haut commissaire britannique, lord Moyne, celui du médiateur de l'ONU et président de la Croix-Rouge suédoise, le comte Folke Bernadotte, en septembre 1948 ? Et aussi le mitraillage — sans parvenir à le descendre — de l'avion transportant le Commandant en

chef des Casques Bleus de l'ONU, le général Rickhie, en mai 1967 ?...

Entre autres crimes politiques, dont les gouvernements israéliens refusent d'endosser la paternité, on ne peut pas ne pas citer ceux qui consistent à martyriser les enfants, torturer les adultes ou massacrer par centaines hommes, femmes et enfant d'une minorité ethnique récalcitrante.

En dépit des efforts déployés pour cacher la vérité, on a fini par apprendre qu'en dérogeant à leur propre Code pénal, mais obéissant à des consignes politiques, les tribunaux d'Israël condamnent, pour actes de résistance à l'occupant, des enfants arabes, âgés de 12 et 14 ans, jusqu'à 6 ans d'emprisonnement (26).

Malgré les dénégations officielles, la torture des prévenus est bel et bien pratiquée un peu partout, notamment à la prison d'Ashkelon, au camps de Sarafand, au Centre russe de Jérusalem... Les témoignages des enquêteurs étrangers sont formels. Et la véracité des faits qu'ils ont décrits a été confirmée par un observateur d'autant plus objectif, qu'il est israélien lui-même, M. Machover. Sa lettre à ce sujet a été publiée le 30 octobre dernier par le « Times », venant authentifier ainsi — si besoin était — toutes les relations précédentes parues dans ce même journal (27).

En dehors du recours à la torture, les gouvernements successifs d'Israël se trouvent obligés de tolérer certains massacres collectifs de populations civiles arabes. Massacres qu'on cherche, naturellement, à dissimuler le plus possible. Néanmoins quelques-uns ne purent échapper aux vérifications faites sur place par des délégations parfaitement habilitées, venues d'Angleterre, de Suisse, de l'URSS ou d'ailleurs. La plus horrible de ces tueries fut, certainement, celle de la totalité des habitants du village Der Yassine, le 8 avril 1948, quelques semaines avant le déclenchement de la première guerre entre Israël et les Etats Arabes. Trente-six heures après l'événement, le délégué du Comité International de la Croix-Rouge, le suisse Jacques de Reynier découvrit personnellement les cadavres de 254 hommes, femmes et enfants. Ce crime et son impunité ont été reprochés aux



autorités responsables même par un politicien israélien et ancien ministre de la Justice, M. Joseph Dov. Il n'hésita pas à qualifier cette tuerie d'« attaque délibérée et sans provocation » (28).

Malgré l'indignation que souleva la divulgation de ce forfait à l'étranger, les massacres ont continué depuis. Aussi bien en 48 ou 49 à Khissas et à Sasa, que le 25 octobre 56 à Kafr Kasim ou le 29 décembre 67 à Khaéaa (29).

En France, le démarrage de la nouvelle civilisation se signala également par l'épanouissement d'une criminalité politique, approuvée secrètement et ignorée publiquement par différents gouvernements.

Dès le déclenchement de « la drôle de guerre », qui devait aboutir par la suite au deuxième partage de l'Allemagne, on procéda aux internements administratifs de milliers de pacifistes, tant authentiques, que soupçonnés ou convaincus de sympathies communistes ou fascistes. Il s'en suivit qu'en 1939-40, Edouard Daladier, en tant que président du Conseil, et Georges Mandel, en tant que son ministre de l'Intérieur, assumèrent la responsabilité des meurtres, jamais sanctionnés, que se permettaient les convoyeurs des colonnes de détenus, en marche à pied d'un lieu de détention à l'autre. Entre autres victimes de cette vague de terreur, Daladier laissa tuer, sans réagir, le comte Thierry de Ludre. Il est vrai que, d'après un historien de cette période, M. Saint-Paulien, ce dernier meurtre fut exécuté sur ordre du ministre de l'Intérieur (30).

Un autre chef de gouvernement, Paul Reynaud, se distingua en se livrant à une diffamation impunie, quoique supérieurement condamnable, de Léopold III. L'occasion de se décharger de ses propres fautes dans la conduite de la guerre lui fut offerte par la capitulation de la courageuse petite armée belge, douze jours après celle de l'armée hollandaise. Après avoir publiquement injurié le roi des Belges et lancé contre lui l'accusation de félonie, quelques semaines après le même Reynaud préconisa la même capitulation pour les armées françaises... Nullement gêné par cette contradiction, il eut l'audace, se sentant à l'abri de toute pour-

suite en 1945, d'accuser de trahison ses successeurs pour ne pas avoir capitulé en 1940.

Son exhortation radiodiffusée aux maires de France d'abandonner leurs postes devant l'avance allemande et aux populations de prendre au plus vite le chemin de l'exode se solda par un nombre encore incalculé de morts et de blessés sur les routes, parmi les civils. Il y eut, par sa faute, 8 millions de fuyards français. La panique une fois surmontée, tous s'empressèrent de revenir chez eux quelques jours ou quelques semaines plus tard maudissant l'appel de Reynaud et pleurant leurs morts inutiles.

Entre temps, excitées par sa propagande, quatre infirmières de l'hôpital d'Orsay de la région Parisienne, piquèrent à mort tous les vieillards, jugés par elles intransportables (31). Tandis que d'autres infirmières se trouvèrent poursuivies, sous le gouvernement de de Gaulle, pour « empressement excessif auprès des blessés ennemis »... (32)

Dans la mesure où l'on admet l'égalité de tous devant la Justice, il faudrait en bonne logique qu'à la condamnation d'un Streicher prêchant la phobie du Juif, corresponde la condamnation d'un Reynaud exaltant la haine hystérique du Boche. Haine pseudo-patriotique et aussi unilatérale que l'anti-sémisme global et indifférencié de nombreux hitlériens. Or, aucun politicien n'a jamais été poursuivi pour incitation à une véritable germanochtonie.

Pourtant, par ses appels à la haine et l'aménagement des facilités de son explosion, Reynaud provoqua de véritables massacres d'innocents en France même. En particulier parmi les 12.000 internés administratifs, qu'il fit évacuer de Belgique en France. Ainsi périrent 21 suspects de rexisme, tués le 20 mai 1940 à Abbeville, près d'un kiosque à musique. Tous suppliciés par les soldats de leur escorte française, dans des conditions décrites par un témoin oculaire :

« Parmi eux se trouvaient des femmes : une jeune fille, sa mère, sa grand-mère. Celle-ci eut, avant d'expirer, la poitrine crevée une trentaine de fois à la baïonnette. Un jeune prêtre qui, durant les deux derniers jours, avait contenu

contre sa pommette un œil, qu'un gardien sadique lui avait fait jaillir de l'orbite d'un coup de poing forcené, fut abattu comme les autres »... (33)

Aujourd'hui, c'est bien aux plus grands manitous de la politique française que l'on doit l'ouverture de la série des détournements d'avions, dont le tout premier était destiné au rapt de Ben Bella... Et ne sont ce pas les mêmes politiciens qui s'extasièrent devant la perfection des enlèvements, en plein Paris, d'un Koutieпов ou d'un Miller par la police soviétique ? Au point de l'imiter, à l'occasion. Notamment, en faisant kidnapper par leurs propres « polices parallèles » le colonel Argoud en Allemagne, à Munich, ou Curutchet d'un avion italien à Dakar.

N'est-on pas aussi fondé à ranger dans la même catégorie de crimes inavouables en tant que tels — quoique commandés par des nécessités politiques — ces déclenchements d'hostilités « à la sauvette », en violation de la Constitution ? En déclarant une guerre en 39, sans le vote requis du Parlement (à l'Allemagne). En faisant approuver une autre par l'Assemblée Nationale en 54, sans la déclarer (à l'Égypte). Ou en en menant quelques-unes depuis, sans vote et sans déclaration, dans plusieurs pays d'Afrique ; au profit d'une ethnie contre une autre, sinon d'une clique de politiciens combattant une coterie adverse.

(A suivre)

---

(1) Il semble que le terme « infortuné » s'applique bien au dernier Tsar. Faible de caractère, il céda aux pressions du clan belliciste de son entourage et se fit le défenseur inattendu et involontaire des régicides du gouvernement Serbe, ce qui déclencha les hostilités. Le 11 mars 1917, donc 4 jours avant son abdication, l'Empereur confirma son accord à la cession à la France de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre et au détachement de la Rhénanie avec Essen, en échange de l'abandon à la Russie de la Pologne, en plus de Constantinople et des Dardanelles, déjà promis précédemment. Promesses renouvelées par l'Angleterre le 12 mars, et par la France le 10 avril 1915. Ce programme répondait aux intérêts des milieux d'affaires, évidemment panslavistes, et de leurs représentants au gouvernement. Pourtant, si Nicolas II avait su se soustraire à ce genre d'influence, éviter la guerre ou l'arrêter à temps, il n'y aurait eu aucune révolution. Elle ne se déclencha, en effet, qu'à la suite de la révolte des soldats au front. Des 15 millions de paysans ne partageant pas les vœux d'un Milioukov et consort et refusant de mourir pour les Dardanelles... A la ré-

volution de février 1917 le tirage de la « Pravda » n'était que de 5000 exemplaires dans un pays de 188 millions d'habitants. Loin de provoquer ce mouvement, Lénine ne fit que le suivre et l'exploiter.

(2) E. Guinsbourg. **Le Vertige**. (Seuil, 1967) ; Varlam Chalamov. **Récits de Kolyma**. (Denoël, 1969) ; A. Martchenko. **Mon témoignage**. (Seuil, 1970).

(3) Le chiffre de 11.600 massacrés fut avancé par les Soviets, lorsqu'ils prétendirent pouvoir l'imputer aux Allemands. (M. Bardèche. **Nüremberg ou les faux monnayeurs**. Ed. Les Sept Couleurs, 1950). Même chiffre consigné dans le rapport de Sir Owen O'Malley présenté à l'ambassadeur de Pologne à Londres, le comte Edward Raczynski. (J. Toland. **Les 100 derniers jours**, p. 150. Calman-Lévy, 1967).

La Commission Internationale opérant sur place est parvenue à exhumer avant la réoccupation de Katyn par les Soviets 4.143 corps. (De Montfort. **Le massacre de Katyn**, p. 92, La Table Ronde, 1966) ; Gründler et von Manikowsky. **Nüremberg**, p. 232 (Laffont, 1969). Janusz Widzialny-Niepokopany. **Un rescapé du massacre de Katyn parle**. (« Le Monde et la Vie » de novembre 1963).

(4) Amiral Dönitz. **Dix ans et vingt jours**. (Plon).

(5) M. Bardèche. **Ibid.**, (p. 247-252)). Sur les exécutions sommaires en d'autres endroits voir : Saint-Paulien. **Histoire de la collaboration**, p. 567 (Ed. L'Esprit Nouveau, 1964).

Sur les tortures infligées à certains prisonniers de guerre voir les cas d'Albert Schmidt à Lorrach-Baden, de Karl Erlich à Toulouse, de Willy Biewald à Rennes, etc. (M. Bardèche. **Ibid.** p. 155 et suivantes).

(6) M. Bardèche. **Ibid.** (p. 154).

(7) H.-G. Dahms. **La deuxième guerre mondiale**, p. 395-396. (Payot, 1961) ; B. George. **L'Occident joue et perd**, p. 242 et suiv. (La Table Ronde, 1968).

(8) D. Venner. **La dénazification**. (« Défense de l'Occident » de novembre 1969).

(9) R. d'Harcourt. **Les Allemands d'aujourd'hui**, p. 50 (Hachette, 1948) ; P. Sérant. **Les Vaincus de la libération**, p. 42, 67 et 69. (Laffont, 1964).

(10) Jugements des Tribunaux Alliés par zones d'occupations, prononcés avant le 14 avril 1949 :

**Zone américaine :**

traduits devant les tribunaux .. .. .	570
condamnés à mort .. .. .	24
condamnés à la détention à vie .. .. .	20
condamnés à la détention à temps .. .. .	98
acquittés .. .. .	35

**Zone anglaise :**

traduits devant les tribunaux .. .. .	973
condamnés à mort .. .. .	230
condamnés à la détention à vie .. .. .	24
condamnés à la détention à temps .. .. .	423
acquittés .. .. .	260

**Zone française :**

traduits devant les tribunaux .. .. .	2.027
condamnés à mort .. .. .	104

condamnés à la détention à vie .. .. .	44
condamnés à la détention à temps .. .. .	1.475
acquittés .. .. .	404

(Saint-Paulien. *Ibid.*, pp. 564-565).

(11) Rapport du Juge enquêteur Van Roden sur l'affaire de Malmédy (« Chicago Tribune » du 12 mars 1949) et reportage de Larry Rue sur les tortures à la prison de Dachau (« Chicago Tribune » du 14 février 1949), cités d'après M. Bardèche (*Ibid.*, p. 141 à 153).

(12) Epstein. Voir les révélations de cet auteur dans « Exil et Liberté » d'octobre 1968 et de novembre 1969 (Ed. de l'U. D. P. O., 7, av. Léon Heuzey, Paris, XVIème).

A noter que vers la fin de l'année 1944 il y avait dans le IIIème Reich 5 millions de prisonniers de guerre soviétiques et 600.000 civils (en majorité des femmes) évacués de l'URSS et travaillant en Allemagne et Autriche. (J. Toland. *Ibid.*).

(13) Quatre millions de morts de privations et de sévices ou tués, lors de leurs arrestations et transferts. (Jean de Pange). Etude dans « La Revue des Deux Mondes » du 15 mars 1952).

(14) Valeurs Actuelles » du 31 mars - 6 avril 1969 (page 3).

(15) F. Duprat. *Histoire des SS*, p. 83. (Ed. Les Sept Couleurs, 1968).

(16) H.-G. Dahms. *Ibid.* (p. 395).

**CATEGORIES DE DEPORTES  
(de 1945 à 1951)**

	Total	Tués et disparus
(17) Total des déportés, y compris les réfugiés dépassés et encerclés par l'avance des armées soviétiques .. .. .	20.000.000	6.390.000
(B. George. <i>Les Russes arrivent</i> , page 285. La Table Ronde, 1966).		
Total des déportés, morts compris, après la capitulation et la fin des hostilités, d'après les auteurs allemands .. .. .	18.000.000	5.000.000
(Atlas historique, p. 497. Stock, 1968).		
Même total d'après les auteurs alliés, sans doute jusqu'à l'année 46-47 ou sans les déportés autrichiens d'Italie et de Yougoslavie .. .. .	17.000.000	
(Kosta Papaioannou. <i>Mythe et réalité de l'impérialisme</i> , p. 40. « Preuves » de juillet-septembre 1969 ; B. George. <i>L'Occident joue et perd</i> , p. 269. La Table Ronde, 1968).		
Total des déportés en Europe Centrale : des anciens territoires du Reich, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie. A l'exception des Balkans, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Albanie .. .. .	14.000.000	4.000.000
(« Valeurs Actuelles », page 3, du 31 mars - 6 avril 1969 ; J. de Pange. Etude dans « La Revue des Deux Mondes » du 15 mars 1952 ; Geouffre de la Pradelle. <i>Le</i>		

**Problème de Silésie et le droit, 1958 ;**  
« Annuaire Statistique 1974 » de l'Office  
Central de Statistique Polonais).

**Sur ce total de 14.000.000 :**

— des anciens territoires du IIIème Reich (Prusse, Poméranie, Brandebourg Oriental, Poznanie, Silésie ..	9.252.000	2.167.000
— de la Ville Libre de Dantzig .. ..	400.000	100.000
— des territoires Polonais d'avant septembre 1939 .. .. .	883.000	217.000
— de Tchécoslovaquie d'avant octobre 1938 .. .. .	3.000.000	500.000

(B. George. **Les Russes arrivent**, p. 281-285).

#### Réfugiés déportés

Total des réfugiés (la plupart de Prusse, des Pays Baltes, etc.) 5.000.000

Sur ce nombre :

— arrivés en Allemagne avant leur encerclement par les armées soviétiques .. .. .	1.610.000	
— encerclés et déportés par la suite, morts compris .. .. .	3.390.000	3.390.000 1.390.000
— morts, tués et disparus	1.390.000	
— restés en vie .. .. .	2.000.000	

(J. Toland. **Les 100 derniers jours**, p. 19-20. Calman-Lévy, 1967).

**En URSS :** déportation des ressortissants de la République des Colons Allemands sur la Volga .. .. . 1.800.000 (?)

(18) Sur les trois millions, on compte 990.000 tués et 2.010.000 blessés. Le nombre des sans-abris étant de 25 millions.

Les bombardements des mêmes anglo-américains en France ont fait 67.078 morts et 75.660 blessés, d'après la « Chronologie du conflit mondial » de Céré et Rousseau, ou de 69.000 tués et 86.000 blessés, selon les données du Comité Ouvrier du Secours Immédiat, du Secours National et de la Croix-Rouge.

Les bombardements allemands en Angleterre firent 60.227 morts et 87.900 blessés.

(Saint-Paulien : **Pourquoi j'ai perdu la guerre**, p. 393. Ed. du Clan, 1968, et du même auteur : **Histoire de la collaboration**, p. 279. Ed. L'Esprit Nouveau, 1964).

Les historiens alliés (D. Irving) et les écrivains juifs (Et Kuby) minimisent le nombre des victimes des bombardements en Allemagne et ne tiennent pas compte des bombardements soviétiques. C'est pourquoi Irving donne le chiffre de 635.000 tués et Kuby de 329.000 (E. Kuby. **Les Russes à Berlin**, p. 33. Laffont, 1967).

Une autre forme d'extermination des populations civiles, entreprise par les gouvernements anglais, consiste à les affamer par le blocus. En 14-18, instauré en violation des Conventions internatio-

nales et des droits des neutres, il fit 900.000 morts, d'après les renseignements recueillis par Benoist-Méchin (**Histoire de l'armée allemande**. Albin Michel), ou 800.000 selon H. Rumpf (**La guerre des bombes**, p. 145. Presses de la Cité, 1963).

(19) Bernard George. **L'Occident joue et perd**, p. 246. (La Table Ronde).

(20) « Le Figaro » du 13 août 1968.

(21) « Le Monde » des 6 avril et 6 mai 1958. Jugements et condamnations, entre autres, de la veuve décédée elle-même du fabricant de pianos Bechstein ou du Dr Walter Gross, également à titre posthume.

(22) P. Sérant. **Ibid.** (p. 92 et suiv., 107 et suiv.).

(23) Benoist-Méchin. **Histoire de l'armée allemande**. Tome III, p. 105. (Albin Michel, 1956).

(24) Sur les 963 morts, on compte 132 victimes de l'épuration sous Hitler : 22 condamnés à mort et 110 suicidés, dont la plupart pour éviter des poursuites attendues ou probables. (G. Buchheit. **Le complot des généraux**, p. 199. Arthaud, 1967).

(25) P. Sérant. **Ibid.** (p.69).

(26) « Le Figaro » du 20 juillet 1967.

(27) La pratique de la torture a été constatée, en 1967, par M. Reddaway, Commissaire adjoint à l'Organisation des Secours de l'ONU, M. Denis Walters, député au Parlement anglais, M. Ian Gilmour, etc... En 1969 — par M. E.-C. Hodgkin, rédacteur diplomatique du « Times » et M. Brogan, autre envoyé spécial du même journal. Leurs témoignages sont cités par M. Robert Lacoste dans son étude : **L'Angleterre et Israël**. (« Ecrits de Paris » de janvier et de février 1970).

(28) « Le Figaro » du 16 avril 1968 ; Robert Lacoste. **Ibid.**, p. 75. (« Ecrits de Paris » de février 1970).

(29) Témoignage de M. Tom Little dans le « Times » du 4 novembre 1969, cité d'après R. Lacoste (**Ibid.**).

(30) Saint-Paulien. **Histoire de la collaboration**, p. 435.

(31) Chastenet. **Le Drame final**, p. 257. (Hachette).

(32) P. Sérant. **Ibid.**, p. 232.

(33) L. Degrelle. **Hitler pour 1000 ans**, p. 95. (La Table Ronde, 1969).

JEHAN BOUYAL.

# L'ESPAGNE : RECONQUISTA AN I

(suite)

## II

9 juin 1976 ; 18 novembre 1976 ; 15 décembre 1976 : trois dates qui sonnent le glas de l'Espagne : six mois auront suffi pour que les révolutionnaires obtiennent pratiquement tout ce qu'ils voulaient ; le nouveau régime a fait de telles concessions en si peu de temps que les prévisions de la gauche et de l'extrême-gauche s'en trouvent bouleversées : Carrillo a bien du mal à ne pas donner l'impression à ses troupes qu'il est débordé sur sa gauche... par le Gouvernement !

### ● *Le rôle du Roi*

Il est tout à fait vain — comme on s'obstine à le faire dans certains milieux — de pratiquer la politique de l'autruche ou de nourrir la moindre illusion : de même que l'autodestruction de l'Eglise Catholique est inconcevable si elle n'était pas « téléguidée » par Paul VI, de même l'autodestruction de l'Espagne serait impossible sans l'assentiment de Juan Carlos. Celui-ci n'est ni faible ni victime de son entourage (même si l'influence du Comte de Barcelone est réelle, surtout depuis la mort du Caudillo). La destruction de l'Etat Franquiste est avant tout l'œuvre du Roi Juan Carlos, successeur désigné de Franco, et qui a juré à deux reprises sur les Saints Evangiles d'être fidèle aux principes du Movimiento ! On le sait bien, à l'étranger, où dès le 24 novembre 1975, la presse progressiste ne tarissait pas d'éloger sur le nouveau roi ; et Suarez sait très bien qu'il peut déjeuner avec le chef du parti socialiste (lequel est encore illégal, pourtant !), sans risquer d'être désavoué par Juan Carlos. Les nouveaux maîtres de l'Espagne sont liés,



certes, par leurs engagements vis-à-vis de l'étranger qui exerce un chantage continu et ne manque pas de rappeler les échéances du calendrier ; mais ils savent aussi qu'ils peuvent compter avec l'appui inconditionnel du Roi, lequel est disposé à aller encore plus loin qu'eux s'il le faut pour... conserver son trône. Tant que Juan Carlos restera sur le trône (c'est-à-dire tant que la Maçonnerie Internationale aura intérêt à ce qu'il reste sur le trône) la politique de la « table rase » sera poursuivie de façon méthodique.

Cela ne constitue pas à proprement parler une surprise : certains propos prêtés au Prince d'Espagne du vivant du Caudillo, son attitude dans certaines circonstances (l'hostilité qu'il manifestait ouvertement, par exemple, au balcon du Palais d'Orient, devant ces dizaines de milliers de bras tendus, lors du rassemblement monstre du 1er octobre 1975) ne présageaient rien de bon... L'arme suprême de Juan Carlos (comme celle de Paul VI) reste le double-jeu : on exalte la figure « unique » de Franco et on s'emploie à détruire son œuvre. A la manière de Paul VI plaçant les catholiques traditionnalistes dans des situations impossibles, Juan Carlos neutralise les tenants de l'« orthodoxie » : comment des monarchistes pourraient-ils — sans se discréditer — se dresser contre lui ? Comment des franquistes pourraient-ils — sans paraître incohérents — contester la légitimité et l'autorité du successeur du Caudillo ? C'est pourquoi les « ultra » conspuent les ministres chaque fois qu'ils apparaissent en public mais continuent à crier « Vive le Roi ! ». Mais c'est surtout à l'égard de l'armée que le Roi fait preuve de la plus grande habileté ; dans un pays en pleine déliquescence, l'armée a son mot à dire, d'autant qu'elle n'a rien perdu de son prestige ; tout le monde a les yeux fixés sur elle et chacun lui fait sa cour : communistes, socialistes, libéraux... La marge de manœuvre dont disposait le gouvernement était assez réduite, mais on a fort bien joué : on a éliminé — en y mettant les formes — les généraux « ultra » les plus bruyants (Iniesta), parce qu'à la longue, ils auraient pu devenir dangereux ; on en a gardés cependant quelques-uns (Milan del Bosch) parce que c'est plus prudent : on va même leur rendre visite — en tenue de campagne autant

que possible — pour leur dire tout le bien qu'on pense d'eux (et chacun sait que les généraux ne sont pas insensibles à ce genre de choses) ; partout, enfin, on facilite l'ascension des libéraux (les officiers « démocrates » sont sortis de la clandestinité) parce que c'est le meilleur moyen de neutraliser toute velléité « putschiste ».

● *La trahison des Cortes*

Selon le mot bien connu, la classe politique est, en Espagne, ce qu'il y a « de pire ». Cependant, le vote de juin aux Cortes a constitué une surprise de taille : les moins optimistes estimaient que 150 procuradores au minimum s'opposeraient à toute réforme constitutionnelle impliquant l'abandon des « Principes du 18 juillet »... Au « Monde » et au « Figaro », on annonçait déjà l'« offensive franquiste »... Or, le 9 juin, il y eut 91 nons et 24 abstentions : désormais, les jeux étaient faits, ce n'était plus qu'une question de temps ; mais ce qui est plus surprenant encore, c'est que cette résistance va fondre comme neige au soleil au fil des mois : le 18 novembre, ils ne seront plus que 59 à voter non et 13 à s'abstenir ; 53 procuradores en tout et pour tout ont voté non en juin et en novembre : 53 sur plus de 500 qui avaient juré (eux aussi) d'être fidèles « jusqu'à la mort » (jusqu'à la mort de Franco, sans doute)... Parmi les renégats, on trouve Miguel Primo de Rivera, José Solis (ancien patron du Movimiento), le lieutenant-général de la Guardia de Franco, Moreno Valdes (ancien professeur de l'« Esprit National » - sic), Marcos Chacon (fondateur du SEU), Alarcon Constant (carte n° 17 à la Phalange), José Maria Valiente (incarnation du Carlisme pur et dur), José Luis de Arrese (qui, dans un poème célèbre écrivait naguère : « José Antonio, es-tu satisfait de nous ? »), etc... etc... on trouve encore Gonzala Fernandez de la Mora, grand espoir du Traditionnalisme régénéré et restructuré ; Fern. de la Mora qui, il y a moins d'un an, tenait des propos aussi durs que Blas Pilar et que l'on retrouve aujourd'hui, aux côtés du Caméléon libéral Fraga Iribarne au sein de la fameuse « Alliance Populaire » — ramassis hétéroclite de renégats

venant de tous les horizons politiques, et dont le seul point commun est la félonie — ; le brillant (et ambitieux) Fernandez de la Mora a échangé au dernier moment sa boina roja contre une étiquette — moins compromettante — de « centre-droite » (sic), mais il n'y aura pas de place pour lui dans la nouvelle Espagne ; il n'y aura pas de place non plus pour les Vieja guardia, les Requetes, les Victor d'Or et d'Argent du SEU, les chevaliers de l'Ordre Impérial du Joug et des Flèches, les Ayete, les Volontaires de la Division Azul, les Palme de la Phalange, qui, par dizaines, ont renié leur glorieux passé et se sont déshonorés : ils n'ont pas la moindre chance de retrouver un siège lors des élections « démocratiques » de 1977 ; même s'ils ont largement contribué à la destruction du système irrémédiablement. Ainsi, Antonio Maria de Oriol y Urquijo (héros de la Croisade et fidèle parmi les fidèles), qui avait bien voté le 9 juin s'est repris le 18 novembre : pour lui témoigner sa reconnaissance, la canaille l'enlèvera 3 semaines plus tard.

● *L'« Opération Carrillo » et la reconnaissance du PCE*

Il y a encore 3 mois, la légalisation du PCE semblait inconcevable à l'esprit le plus hardi : les nouveaux maîtres de l'Espagne n'y faisaient allusion que pour affirmer avec force qu'il ne saurait en être question ; et d'ailleurs ne laissait-on pas entendre que les Combattants de la Croisade et les ultra ne permettraient *jamais* cela, et que, si jamais... Aujourd'hui, la reconnaissance (de facto) du PCE est acquise ; aucun régiment ne s'est soulevé et les ultra sont restés bien sages !

C'est une nouvelle victoire (la plus importante) pour le gouvernement, l'obstacle était pourtant de taille.

En réalité, la reconnaissance du PCE était envisagée dès le début par les dirigeants espagnols : dans les réserves des uns et la prétendue opposition des autres, il faut voir uniquement une manœuvre politique : il ne fallait pas donner au PCE l'impression que l'on cédait immédiatement et sans discussions à ses exigences ; il s'agissait d'autre part d'entretenir les franquistes (late sensu) dans l'illusion que

l'on jouait le jeu de la continuité et que l'on ne transigerait pas sur l'essentiel. En ce sens « l'arrestation » de Carrillo fut une opération inventée par le régime, une mascarade qui ne peut abuser que les niais : chacun sait que depuis près d'un an, l'assassin de Paracuellos se rendait chaque fois qu'il en éprouvait l'envie à Madrid où il présidait des réunions quasi-publiques et multipliait les déclarations aux journalistes du monde entier ; (au point qu'un Ambassadeur bien intentionné se crut autorisé à brûler les étapes : cela lui coûta son poste et lui valut d'être rappelé à Madrid !) En l'arrêtant, il s'agissait de montrer aux derniers adversaires de la reconnaissance du PCE qu'il n'était plus possible de tenir ce parti à l'écart de la vie politique nationale étant donné l'ampleur des réactions suscitées dans toute l'Europe par l'arrestation de son chef (quelques jours durant, l'Europe pourrie connut à nouveau les temps héroïques de l'anti franquisme hystérique).

Pourquoi Carrillo fut-il arrêté, au fait ? C'est ici que les véritables intentions du gouvernement espagnol sont révélées au grand jour : Carrillo aurait été arrêté pour son activité dans le cadre d'une « association politique illégale ». De qui se moque-t-on ? ! Carrillo est un criminel de guerre responsable du carnage de Paracuellos del Jarama ; Carrillo est cet homme qui, il n'y a pas si longtemps, se glorifiait d'avoir tué et se déclarait prêt à recommencer s'il le fallait. — Depuis, bien sûr, il a évolué, et maintenant il envoie ses condoléances aux familles des policiers assassinés ! — Or, pour le gouvernement, il n'a jamais été question, à aucun moment, des crimes de Carrillo. Après tout, il est possible que la guerre civile espagnole n'ait jamais existé et soit une invention des franquistes...

L'objectif poursuivi par les dirigeants espagnols est clair : en faisant disparaître le caractère illégal du PCE, on fait disparaître du même coup tout chef d'inculpation à l'encontre de son chef qui devient ainsi un homme politique espagnol comme les autres... et le tour est joué. Cette « pseudo-arrestation », admirablement montée, n'était ni une « gaffe » comme on l'a écrit à gauche, ni un « durcissement », comme on l'a cru à droite (cette dernière est vraiment irrécupérable ! Il ne s'agit pas, bien sûr, de la droite espagnole).

Personne, d'ailleurs ne comprendrait que l'on continue à faire preuve d'intransigeance à l'égard d'un homme qui a donné de nombreuses preuves de sa bonne volonté depuis quelques mois : l'assassin de Paracuellos a poursuivi avec succès auprès de l'Eglise et de l'Armée l'offensive de charme inaugurée lors du discours de Drancy et pour un peu, Fraga serait plus progressiste que lui ; aux dernières nouvelles, il est en passe de devenir l'enfant chéri des « eurocommunistes », qui sont la (nouvelle) coqueluche des salons de l'intelligentsia occidentale.

● *Les leçons d'un referendum*

16.500.000 « oui » ; 2 % de « non » ; la canaille internationale exultait : « cette fois, le franquisme est bien mort »... Comme en 1975, comme en 1970, comme toujours, la presse du monde dit libre donnait la nausée ; un Espagnol a dit un jour : « Quand l'Europe nous applaudit, c'est qu'une catastrophe est proche » : le 16 décembre 1976, l'Europe applaudissait à tout rompre ; ce n'était plus le référendum de l'Espagne mais celui de l'Europe ! la Victoire de la Décadence, la revanche des nains. Cette majorité de « oui » qui, en d'autres temps eût été dénoncée comme une manifestation de la « dictature » était célébrée comme une preuve de la « maturité » (sic) du peuple espagnol !... En fait ces chiffres n'ont aucune valeur :

Nous savons — depuis longtemps hélas — comment se déroulent les Jeux du Cirque de la Démocratie... Or il est évident qu'une nation protégée de cette peste durant 40 ans est d'autant plus vulnérable le jour venu. Il est établi que des centaines de milliers d'Espagnols ont voté sans savoir ce qu'ils faisaient, la plupart votant oui parce qu'ils comptaient que le oui était l'expression de la fidélité à Franco et aux Idéaux du 18 juillet ; les pressions de tous ordres, la démagogie, les irrégularités (nombreuses) ont fait le reste... de telle sorte que s'il était possible de « passer au crible » les 16.500.000 oui, l'on y trouverait absolument de tout : des socialistes, des démocrates-chrétiens, des franquistes et des

anti-franquistes, des monarchistes et des républicains, des libéraux et des carlistes, etc... des oui au nom de la Fidélité et des oui au nom de la rupture !.. En revanche, les « non » constituent un bloc homogène.

Le peuple espagnol est tombé dans le piège de la démocratie : les 2 % de « non » ne correspondent absolument pas à la réalité sociologique et politique de l'Espagne de 1977. Toutefois, il serait vain de nier l'existence et la profondeur d'un « malaise » dont les premiers symptômes ne datent pas de 1976.

Depuis longtemps, le peuple espagnol est dépolitisé : au début l'on s'en remet entièrement au Caudillo Providentiel capable de faire face à toutes les situations, même les plus délicates. L'enthousiasme de la Victoire, le succès du régime faisaient oublier que la guerre des Idées n'est JAMAIS terminée (comme le Caudillo lui-même se plaisait à le rappeler à ses fidèles peu de temps avant sa mort). À partir des années 1950-1955, quelque chose est en train de changer... c'est à peine perceptible encore, mais déjà l'époque — exaltante — des « Campamentos Juveniles » semble bien loin... l'heure des traîtres va venir : le lent travail de sape commence ; dans les dernières années de sa vie, le Caudillo sera trahi — ouvertement — par ceux qui mettaient à profit son âge, son charisme et l'absence de son Dauphin et héritier spirituel, l'Amiral Carrero Blanco. (L'on sait maintenant que certains dirigeants ont eu des contacts avec la gauche du vivant de Franco et à son insu)...

Insensiblement, l'Esprit du 18 juillet cessa d'irriguer le cœur de l'Espagne ; le Movimiento s'anémia, se bureaucratisa, se sclérosa... Le résultat : le terrain était déjà préparé, on n'a aucune difficulté, en 1977, à faire croire à des millions de braves gens que le suffrage universel, le droit de grève et les partis politiques (en attendant le divorce et l'avortement) sont les meilleures choses du monde. Ils ne sont pas à blâmer : depuis 20 ans, on ne leur a plus rien dit, on n'a plus adressé de mises en garde, on ne leur a plus rappelé la Geste héroïque de la Croisade et les raisons profondes de l'Alzamiento (l'absence totale de cinéma politique est

frappante : et Franco était qualifié de dictateur !!). L'Hispanité a cédé la place à l'euro-péisme, et le national-catholicisme à la... Nouvelle Religion Post-conciliaire.

A cet égard, le dernier livre de Rafael GAMBRA (paru en 1976 et couronné par la « Fondation Oriol y Urquijo ») permet de comprendre — en partie tout au moins, car il y a toujours un faisceau d'explication — ce qui se passe à l'heure actuelle : « Tradition ou mimétisme » est un excellent diagnostic sur les faiblesses et les maladies de l'Espagne Franquiste.

Oui, la Crise est profonde : s'il n'y avait pas une crise de la Société espagnole, s'il n'y avait pas de crise spirituelle et morale, le poison libéral ne serait pas inoculé avec autant de facilité. Un nouvel Espagnol est né, qui, précisément, n'a plus rien d'... espagnol : les vertus espagnoles par excellence, le mysticisme, le goût de l'absolu et du sacrifice, le patriotisme, la virilité, l'intransigeance ont souvent fait place à la recherche du confort, au relativisme, à la tiédeur, à la défense du statu-quo... Quand une race de Seigneurs commence à s'embourgeoiser, la fin est proche. Mais il faut remercier les démocrates de nous avoir permis de constater l'ampleur du mal : peut-être n'est-il pas encore trop tard pour essayer de le guérir.

### ● *Intox...*

Depuis la fameuse « victoire » (?) de 1944 — le danger, c'est bien connu — vient de l'extrême-droite... cette terrifiante extrême-droite qui menace quotidiennement l'existence des pauvres démocrates. C'est ainsi qu'en Italie, la chasse aux fascistes est une activité nationale ; mais en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, partout c'est la même, et 24 h. sur 24 les démocrates sont en état d'alerte ; les plus inquiets sont d'ailleurs les bourgeois libéraux (qui ne se sont jamais illustrés par leur courage). Toujours prêts à renvoyer dos à dos « les extrêmes », qui « se rejoignent » par définition.

Pourquoi l'Espagne aurait-elle échappé à la règle ? On nous avait avertis : là-bas aussi, depuis la mort de Franco surtout, le danger c'était l'Extrême-Droite. Aussi la campagne (parfaitement mise au point) déclenchée en décembre-janvier n'a-t-elle pas constitué à proprement parler une surprise ; elle a simplement dépassé en abjection tout ce que nous avons connu jusqu'à présent. Pour que la victoire fût complète, il ne fallait pas se contenter de neutraliser cette Extrême-Droite honnie par tous les moyens, non, il fallait encore la déconsidérer, l'avilir, la traîner dans la boue : les assassinats en série de la « semaine sanglante » de Madrid ne pouvaient être le fait de la gauche, laquelle, comme on le sait, est pure, généreuse, et respectueuse de la vie. D'ailleurs, à la radio « française » (toujours à l'avant-garde dans ces cas-là) on connaissait les auteurs des assassinats avant la police espagnole, avant tout le monde ; lesquels ? « l'Internationale Fasciste » (sic) et les « nostalgiques du franquisme » (resic). L'enlèvement du Président du Conseil d'Etat et du Président du Conseil Suprême de Justice Militaire ? Mais voyons, c'était encore l'Extrême-Droite, cela tombe sous le sens. Or cette campagne n'a pas cessé avec la libération de M. Oriol et du Lieutenant-Général Villascusa. Il est indéniable que la canaille gauchiste est responsable des deux séquestrations, mais comme cela gêne l'Intelligentsia, presse et radio au service de l'Internationale Capitaliste et de l'Internationale marxiste (les cousines germaines) continuent leur sale besogne....

Nous tenons ici (parce que personne n'aura le courage de le faire) à rendre hommage publiquement à un homme que toute la presse d'Europe a traîné dans la boue : Jorge CESARSKY, Président des « Juntas d'Autodéfense Justicialistes » d'Argentine a été accusé de l'assassinat d'un étudiant communiste à Madrid. Les raisons de cette haine ? Cesarsky est cet homme, qui, voici quelques mois, à l'aéroport de Barajas, accueillit comme il se devait le clown Olof Palme ; il y a encore des hommes en Occident et cet Argentin vient donner à l'Europe décadente et dégénérée des leçons d'honneur qui lui valent notre gratitude et notre admiration.



Non, messieurs de la presse et de la radio, (la française, en particulier, la plus rouge de tout l'Occident), les assassins professionnels, ce n'est pas chez nous qu'il faut les chercher ! Vous êtes ignares, certes, mais pas au point d'ignorer certaines choses.

Comment peut-on laisser des journalistes affirmer sans aucune preuve que « les franquistes » ont assassiné 5 avocats communistes dont on est à peu près sûr maintenant qu'ils furent victimes d'un règlement de comptes entre bandes rivales (selon les bonnes traditions de la mafia de gauche !)

Comment peut-on être assez malhonnête pour dire et assez stupide pour croire que l'extrême-droite » a enlevé un capitaine Requété (Don Antonio Maria de Oriol) et un officier de la Division Azul (Le Lieutenant-Général Emilio Villaescusa !)

Mais surtout comment la canaille de gauche ose-t-elle seulement ouvrir la bouche, elle qui dégouline du sang de dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards pendus, brûlés, éventrés, mutilés, enterrés vivants, écartelés, empalés, violés, dépecés, défigurés, dans le monde entier, depuis 200 ans ! La canaille de gauche dont l'histoire se ramène à une série de carnages et dont la seule tradition qu'elle puisse revendiquer est la Haine !

### III

#### *LA RECONQUISTA*

Désormais, les choses sont claires en Espagne : le 15 décembre 1976 2 % d'espagnols ont dit non ; et dans quelques mois, lors des fameuses élections démocratiques, les hommes qui veulent (encore) sauver l'Espagne recueilleront à nouveau 2 % de voix... si tout va bien ! Pour la canaille qui brandit déjà ces 2 % comme un trophée de guerre, ce sera la confirmation que le franquisme est définitivement mort. Ces hommes recueilleront 2 % de voix parce que le peuple

restera sourd à leurs appels et ne les suivra pas ; parce que d'ailleurs ils ne pourront même pas faire entendre leurs voix et que la radio démocratique et la télévision démocratique leur seront interdites (peut-être auront-ils droit à trois minutes d'antenne, comme en décembre !) ; parce qu'ils seront poursuivis dans les rues des villes et des villages d'Espagne aux cris de « Fascistes Assassins » ; parce que la lie du monde entier sera mobilisée pour la circonstance.

Sur ce terrain-là, la bataille est d'ores et déjà perdue (il faut croire à la Sainte Urne pour nourrir quelque illusion) : l'« Alliance Populaire » — cette nouvelle CEDA — marche sur les traces de celle-ci : ses troupes n'iront peut-être pas à l'abattoir, mais elles sont assurées de finir sur la voie de garage. A l'« Alliance Populaire », on a des principes, on m'a-t-on fait savoir qu'il ne saurait être question de faire campagne avec les « ultra », c'est-à-dire les pestiférés, ceux dont le contact doit être évité à tout prix.

Que feront ceux-ci ? Ils se battront jusqu'au bout jusqu'à la mort s'il le faut, parce que ce sont des hommes d'honneurs, mais ils ne pourront rien : Un « Front National » allant de Blas Pinar à Zamanillo, en passant par Fernandez Cuesta et Giron n'aura même pas 10 élus. Et que feront ces 10 élus dans une chambre dominée par les démocrates chrétiens, les libéraux et les marxistes ?

Non, c'est sur un autre terrain qu'il faudra se battre, demain, pour le salut de l'Espagne : tout est à recommencer, ou presque. C'est la bataille des IDEES qu'il faut reprendre. Le 1er avril 1939 le Caudillo pouvait annoncer au monde entier la libération de l'Espagne qui avait été reconquise pied à pied ; mais dès le 2 avril, les révolutionnaires, vaincus seulement sur le terrain, repartaient à la conquête des esprits.

L'Espagne doit redevenir ce qu'elle était le 1er avril 1939 : le pays de la Croisade, le fer de lance de la Catholicité, la réserve spirituelle de l'Occident. Voilà sa véritable vocation ; son unique vocation, les sophismes de 89 — dans leur version libérale ou leur version totalitaire ne correspondent pas au « génie » de l'Espagne ; ils ont fait faillite partout et partout ils ont fait la preuve de leur nocivité ; en

Espagne même, lorsqu'ils furent appliqués, ils débouchèrent chaque fois sur le chaos et le bain de sang ; ce qui est admirable c'est que l'on propose pour la « Nouvelle » Espagne les formules les plus éculées du néo-canovisme ! Suarez a découvert les recettes-miracles du XIXème décadent mais ce sont les franquistes qui incarnent la Réaction !

Pour conduire cette nouvelle Croisade Idéologique, l'Espagne a la chance de posséder un homme providentiel : Blas PINAR.

Ses talents d'orateur et de polémiste (il déploie autant d'aisance lors d'un débat constitutionnel aux Cortes que devant une foule de 5000 personnes au comble de l'exaltation) ; sa vie publique et privée irréprochables ; son intransigeance doctrinale alliée à une grande souplesse tactique (il prône la formation d'un « Front National » et s'est toujours montré partisan d'une alliance entre carlistes et phalangistes) ; sa grande indépendance d'esprit (il peut se flatter d'être sans doute le seul dignitaire franquiste — un des 40 « Ayete » — qui ait eu le courage de critiquer publiquement l'action de certains gouvernements du Caudillo, du vivant de ce dernier) ; son âge (c'est un « homme du 18 juillet » au sens doctrinal mais ce n'est pas un « franquiste historique ») ; sa philosophie politique (il se situe dans la ligne des grands penseurs contre-révolutionnaire espagnols du XX<sup>e</sup> : Mella, Maeztu, Bilbao, Pradera) ; la primauté qu'il accorde à la Religion, et qui fait de lui l'archétype de l'Espagne Eternelle (le véritable espagnol est avant tout un Catholique : dans la devise des carlistes, Dieu est le premier, mais le Roi ne vient qu'en 4ème position ; quant à la place de la religion catholique chez José Antonio, elle suffit à distinguer radicalement le Phalangisme de toutes les autres doctrines fascistes) ; le charisme qui est indispensable à tout entraîneur d'hommes, et dont il n'est pas dépourvu à la fois « capitaine et poète », il correspond au type de chef que les Espagnols ont toujours aimé et suivi avec enthousiasme (il faut assister à un rassemblement de « Fuerza Nueva » pour mesurer l'ascendant qu'il exerce sur ceux qui le suivent) ; le prestige, enfin, qu'il a acquis dans le pays au cours de

10 ans de combat à la tête de « Fuerza Nueva » ; tout le désigne pour prendre la tête de la Croisade Idéologique qui, seule, pourra sauver l'Espagne.

Lors du funeste référendum du 15 décembre c'est la province de Santander qui a donné le plus fort pourcentage de « non »... la province de Vovadonga, berceau de la Reconquista, plus qu'un symbole, c'est une raison d'espérer.

L'Espagne de 1977 est à LIBERER.

« Si nous voulons nous sauver tous de l'esclavage et du chaos, c'est par l'Espagne, aujourd'hui comme hier, que commencera notre salut. Nous sommes toujours en 1936 », écrivait Maurice Bardèche voici un peu plus d'un an.

Jehan BOUYAL

— Février 1977 —

DIEGO SANCHEZ.

## L'ARGENTINE d'aujourd'hui

*L'article que nous publions ci-dessous sur l'Argentine a été écrit le 12 mars 1976, douze jours avant le coup d'Etat qui installa au pouvoir le général Videla. Nous l'avons toutefois conservé tel qu'il fut écrit, l'analyse qui annonce l'arrivée des militaires au pouvoir étant toujours valable et les forces en présence en Argentine étant restées les mêmes. Cette analyse permettra de comprendre quelle tâche a entrepris le gouvernement militaire présidé par le général Videla, quels obstacles il rencontre et quelles sont les perspectives de son avenir.*

Pour comprendre la situation politique et économique de l'Argentine il convient, en premier lieu, de s'écarter un peu de la réalité immédiate. Depuis quelques mois, nous vivons sous l'immicence d'un hypothétique coup d'Etat militaire que les différentes classes sociales considèrent comme fatal et inévitable. Cependant, malgré le temps passé, le coup d'Etat continue à se présenter qu'une menace chaque fois plus vive et il est admis par tous, même par les dirigeants corporatifs et politiques du péronisme.

On en parle ouvertement et sans ménagement pour l'appeler ou le rejeter et tout le pays vit avec la sensation que « ceci ne peut pas durer une semaine de plus. » Toute sorte de rumeurs et d'informations sur l'orientation et l'action du futur gouvernement, indiquant les noms, personnalités choisies et les mesures qui se courent sans cesse. Malgré le retard il est fort probable qu'il aura lieu lorsque ces lignes arriveront en France.

Les gens ne s'expliquent pas la lamentable situation dans laquelle se trouve le pays. Il faut reconnaître qu'apparemment elle est étonnante : l'Argentine est une nation intrinsèquement pacifique, sans conflit racial ni religieux ; et, cependant, elle vit depuis cinq ou six ans, plongée dans la plus atroce des violences (bombes, enlèvements, assassinats, attentats divers de guerrilla urbaine, etc...), violence qui a provoqué déjà des milliers de victimes. Il y a une classe

moyenne très importante et des niveaux culturels comparables à ceux des nations les plus civilisées ; malgré cela, on est tombé dans un véritable chaos, avec une diminution prononcée de l'esprit civique et des règles morales élémentaires qu'exige l'ordre social et économique. Le pays possède non seulement une extraordinaire abondance de biens naturels, mais de plus une capacité de travail et une technologie plus que suffisante pour le transformer en le pays le plus riche de la terre ; il paraît pourtant impossible de le sortir de cet état économique désastreux, caractérisé par une inflation incoercible qui n'a aujourd'hui pas son pareil dans le monde.

Les causes de ce « miracle allemand à l'envers » sont bien entendu nombreuses et variées. Le caractère de cet article ne nous permet pas de prendre en considération les causes médiate et profondes ; nous nous limiterons donc aux plus proches, à celles qui remontent à une vingtaine d'années.

Il ne faut tout d'abord pas oublier que l'Argentine est (malgré les bolcheviques latinoaméricains) un pays substantiellement européen du point de vue culturel, et aussi, en grande mesure, du point de vue de sa composition raciale. Le problème politique est alors, dans ses grandes lignes, comparable à celui de l'Europe : bourgeoisie principalement libérale dont la clientèle est surtout recrutée parmi les différents niveaux de la classe moyenne ; « intelligentsia » gauchissante dont une petite fraction est franchement communiste ; groupes nationalistes minoritaires, etc... Mais avec une différence caractéristique notable : le prolétariat et la basse classe moyenne sont restés jusqu'à maintenant pratiquement réfractaires au marxisme, fidèles en règle générale à une idéologie essentiellement nationaliste et anticommuniste qui s'exprime par l'adhésion fervente au « caudillo » populaire. Depuis 1944 ce caudillo fut Péron, comme l'avait été avant le dictateur Rosas (renversé en 1852), ou le Président Irigoyen (renversé en 1930). Dans le cas de Irigoyen comme dans celui de Péron, le régime libéral (l'« establishment », comme disent les Américains) s'accomoda de la situation, sans difficulté, étant donné que le « révolutionnalisme » ne

dépassait pas le stade rhétorique. Mais aussi, dans les deux cas, dès que le « caudillo » eut un moment de faiblesse, les forces dominantes (capitalisme, presse, loges maçonniques, ambassadeurs des puissances, juifs, etc...) profitèrent de l'occasion pour abandonner un pouvoir qui avait sa force propre et leur était finalement « étranger », et qui pouvait éventuellement se transformer en une menace réelle.

La trahison constante et radicale de Péron envers ses principes nationalistes et socialistes proclamés (en un mot, fascistes), qui fut implicite dans sa politique de compromis avec le régime libéral, et ses occasionnelles velléités marxistes, lui interdirent, comme il est logique, la création d'une nouvelle structure politique et économique et le recrutement d'une nouvelle classe dirigeante saine et capable, régie par ces principes, et en condition, donc, d'assumer le contrôle de l'Etat et la défense de la nation dans son intégrité matérielle et spirituelle. La position de Péron, sa popularité durable et indéniable, sa permanence politique n'eurent comme effet bénéfique, non négligeable, que de préserver, comme nous l'avons noté auparavant, la majorité populaire de la contagion marxiste. Ce premier gouvernement Péroniste fut de plus totalement corrompu et incompétent (caractéristiques fortement aggravées à l'heure actuelle) mais l'appui populaire dont il jouissait resta intact malgré son renversement en 1955, ce qui obligea la ploutocratie à osciller entre une politique de proscription (inconstitutionnelle et par conséquent faible) et une politique de compromis avec Péron lui-même, toujours prêt à négocier depuis l'exil, le capital que représentait la loyauté des humbles.

De 1955 à 1973, la ploutocratie essaya de s'établir au pouvoir avec les présidents, Aromburu (droite libérale), Frondizi (néo-radicalisme de gauche), Guido (droite libérale), Illia (radicalisme traditionnel du centre) et le général Lanusse (libéralisme « progressiste »). Le processus n'eut comme interruption que les gouvernements des généraux Lonardi (50 jours), Onganía (4 ans) et Levingston (7 mois). Chacun (et plus particulièrement Onganía) voulut à son tour établir une sorte de « franquisme » honnête et patriotique, mais trop timide et superficiel pour s'imposer devant la ta-

cite (et parfois même l'évidente) coalition des libéraux et des marxistes.

Ce fut précisément l'échec successif de ces trois derniers généraux dans les tentatives de représenter l'incontestable *majorité* populaire nationaliste et révolutionnaire, qui maintint l'existence du « mythe » Péron et de Péron lui-même pendant de si nombreuses années. Le Général Lanusse (représentant type du régime libéral, que, pour la compréhension des lecteurs français, nous pouvons jusqu'à un certain point, comparer au général De Gaulle) s'empara du pouvoir par une révolution de palais en deux temps, en renversant d'abord le Général Onganía, qui fut remplacé par le Général Levingston, puis en renversant ce dernier, il réalisa immédiatement une nouvelle tentative d'alliance avec Péron, identique à celle qui avait porté à la présidence le Dr. Frondizi en 1957. Durant les négociations, il se crut astucieux et fut, en définitif, dupé par l'ancien proscrit. Le tragicomique de la situation fut que Péron, à cause de son âge et de sa santé ne désirait pas la charge du pouvoir, mais fut obligé de se faire élire président devant le véritable écroulement politique qu'en l'espace limité de trente jours, provoqua la sottise de son représentant, totalement débordé par l'infiltration bolchevique.

Il est certain que l'instabilité politique argentine, cause principale et immédiate de sa catastrophe financière et bouillonnement de culture de la violence communiste, n'est autre que la paradoxale conséquence de sa résistance ferme et constante à s'adapter au sordide modèle judéo-maçonnique et bolchevisant qui étouffe aujourd'hui presque tout le monde occidental. Si soixante pour cent du peuple argentin permit par son vote la résurrection du péronisme, il en fut ainsi parce que Péron avait, au moins, l'« apparence » d'être l'antithèse du libéralisme et du communisme. Comme il est habituel ici et partout ailleurs, nos ennemis jouent avec les cartes données : l'option était, bien entendu, fausse, et tous les chemins mènent au même endroit.

Il n'échappait évidemment à aucune personne moyennement avisée que les choses étaient ainsi. Mais il n'y avait pas d'autre alternative et de plus, personne ne pouvait pré-



voir le fabuleux degré de stupidité, de malhonnêteté et d'incohérence des équipes gouvernementales Péronistes. Exception faite de l'infiltration de la gauche et de la droite (cette dernière idéologiquement légitime à cause du nationalisme prôné par la doctrine péroniste), l'énorme majorité de ceux qui à tous les niveaux « occupent » l'Etat, constitue un bon panier de crabes d'une voracité et d'une impudicité incroyables. Il est difficile de décrire l'ampleur du désastre qu'ils ont provoqué dans l'administration et dans toutes les structures du pays. Cette situation fut évidemment exploitée à fond soit par les ploutocrates des diverses tendances soit par la gauche d'opposition ou franchement subversive : comme exemple il suffit de mentionner que José Ber Gelbard (juif né en Pologne, durant sa jeunesse, candidat pour le Parti communiste à une charge électorale, et actuellement puissant directeur d'entreprise), fut, en tant que ministre des impôts, maintenu par Péron, comme maître absolu de l'économie argentine pendant deux ans, avec les conséquences qui en découlent.

Et aujourd'hui, si les Forces Armées prennent le pouvoir, le péronisme sera bien entendu dénoncé par les sicaires de la ploutocratie internationale comme l'expression du fascisme et donc utilisé comme argument contre toute politique nationaliste ou simplement honnête et raisonnable.

A cet égard, il convient de terminer cet article avec une appréciation synthétique des forces qui devront s'affronter.

Parmi les officiers des Forces Armées, surtout dans les commandements supérieurs, prédomine le libéralisme classique. De plus, il existe un nombre réduit d'officiers, généralement jeunes, aux tendances « populo-progressistes » extrêmement dangereuses, tant par la formation politique déficiente qui caractérise les militaires et peut les mener rapidement à former d'effectifs « idiots utiles » pour la gauche, que par la possibilité d'une augmentation considérable du groupe lorsque se produira l'échec prévisible de la solution libérale, cette dernière constituant la *première tentative*. Les militaires nationalistes, en minorité par rapport aux libéraux et aux neutres, sont aujourd'hui sensiblement plus nombreux que ceux de gauche, mais ils n'arrivent pas à se

dégager d'une certaine manière formaliste de se représenter la politique, d'une sorte d'angélisme politique : cependant leur maturité progressive et l'augmentation de leur nombre sont possibles si les circonstances s'y prêtent et surtout si le nationalisme civil agit avec intelligence, constance et *cohésion* (malheureusement les deux dernières conditions lui sont inhabituelles).

La ploutocratie régnante tentera de se maintenir en utilisant la dictature militaire, comme elle l'a déjà fait antérieurement. Toutefois, pour le libéralisme, la dernière contradiction entre ses principes et la *nécessité* de les nier dans les faits, constitue un mal inguérissable. Car il est impossible de gouverner avec des institutions démocratiques un « peuple souverain » qui rejette obstinément le libéralisme ploutocratique, et, d'autre part, il est difficile d'empêcher que le pouvoir militaire, détenu par des hommes en chair et en os souvent honnêtes et sincères, ne finisse par adhérer (comme ce fut le cas pour Pinochet, par exemple), à des principes politiques plus cohérents avec un régime autoritaire qui aboutissent à une solution institutionnelle durable pour sortir de ce cul-de-sac libéral qui ne conduit nulle part.

Les différentes forces politiques joueront donc très vite toutes leurs pièces sur le plan militaire. A cette occasion, le nationalisme compte : a) sur la vérité ; b) sur l'adhésion non exprimable, mais certaine, de la majorité aux principes qu'il soutient ; et c) sur une bonne quantité de dirigeants capables et honnêtes. Tout le reste, l'argent, l'information, les puissances étrangères, les francs-maçons, etc... figurent dans l'actif de nos ennemis. Notre échec aboutirait tôt ou tard mais nécessairement, au triomphe du communisme en Argentine. Et pas seulement ici, mais dans le reste de l'Amérique du Sud, parce que l'Argentine a une transcendance géopolitique beaucoup plus importante qu'on ne croit habituellement ; mais c'est une autre histoire, comme dirait Rudyard Kipling.

Buenos-Aires, le 12 Mars 1976.

JACK MARCHAL

## La Droite face au Pouvoir :

### L'ECLATEMENT DU M.S.I.

Le M. S. I. a éclaté. Le plus important parti national d'Occident, et sans aucun doute celui que nous pouvions considérer comme notre plus proche modèle, vient à son tour de connaître une scission, ce dont il semblait pourtant préservé, de par son poids historique et organisationnel.

On connaît les faits. Peu avant le congrès tenu à Rome courant janvier, 17 députés (sur 34) et 9 sénateurs (sur 15) ont quitté le M. S. I., mettant fin à six mois d'âpres polémiques intestines, et se sont constitués en un nouveau parti : Democrazia Nazionale, sigle sous lequel ils s'étaient rassemblés dès le lendemain des élections générales du 20 juin 1976.

Il est maintenant possible d'évaluer l'étendue de la fracture. Outre la moitié des parlementaires, Democrazia Nazionale a entraîné une bonne part des notables locaux — essentiellement, les « clientèles » des élus scissionnistes —, lesquels à leur tour ont débauché une fraction de leur base militante. Cependant, la cassure a eu beau se propager verticalement dans la substance du parti, c'est aux échelons les plus élevés et les plus « voyants » qu'elle eut les plus grands effets. En l'absence de toute estimation objective, on peut tenir pour très probable que les trois quarts des adhérents et des électeurs restent fidèles au M. S. I. maintenu. Il est clair que Democrazia Nazionale ne dispose pas de leaders de l'envergure d'Almirante, mais, surtout les obscurs apparatchiks qui font la force du parti ne se sont qu'exceptionnellement laissés tentés par la dissidence.

Du fait de leurs positions personnelles, certains représentants de D. N. ont occasionné des pertes graves dans des secteurs vitaux du M. S. I.. La confédération syndicale

CISNAL a suivi dans la scission son secrétaire général, le vieux mais efficace hiérarque Gianni Roberti. Le seul magazine de droite digne de ce nom, « Il Borghese », s'est rangé aux côtés de D. N., à la suite de son directeur, le sénateur Mario Tedeschi. Le philosophe ex-communiste Armando Plebe, sénateur piémontais, qui depuis son ralliement au M. S. I. en 1972 était littéralement choyé par Almirante, a tardivement fait défection. Bien que son rôle d'idéologue officiel ait souvent été assez théorique, son départ a une très grave valeur symbolique, le M. S. I. apparaissant désormais privé de tous les nouveaux apports qu'il avait enregistré depuis cinq ans.

Moins visible, mais véritablement tragique, est l'hémorragie financière. L'aide de l'Etat aux partis politiques étant modulée en fonction de la représentation parlementaire, D. N. va empocher la moitié des 3,2 milliards de lires primitivement destinés au M. S. I., dont les dettes se montent actuellement à plus de deux milliards et demi ! On peut craindre que le quotidien officiel du parti, « Il Secodo d'Italia », soit prochainement contraint à suspendre sa parution. Et le M. S. I. doit continuer à entretenir une infrastructure matérielle (locaux, administration) inchangée en importance. On conçoit la colère des responsables, qui considèrent avec quelque apparence de raison que le passif du parti a servi à faire élire les « déserteurs ». Lesquels sont financièrement très à l'aise, notamment grâce à la fortune de l'armateur Laurò et de la riche bourgeoisie monarchiste de Naples. Naples, épice de la fracture, et où se trouvent aussi les gros bataillons de la CISNAL.

Comme on pouvait le redouter, ce coup très dur a donné lieu à des déballages polémiques qui ne font honneur à personne. D. N. a ouvertement repris à son compte les accusations lancées par le système contre les amis de Giorgio Almirante : « stratégie de tension », couverture d'activités terroristes, etc. Le M. S. I. n'a pu faire moins que de répliquer à ses transfuges qu'ils n'étaient pas toujours les mieux placés pour se livrer à ce genre de dénonciation.

En définitive, les fables les plus absurdes lancées con-

tre la droite italienne reçoivent, aux yeux de l'opinion, la plus inattendue des confirmations. Triste résultat.

Moins surprenants sont les ralliements, survenus localement, d'extrémistes d'ultra-droite à Democrazia Nazionale, qui cristallise pourtant tous les aspects modérés et conservateurs que les premiers reprochaient au M. S. I.. On vérifie une fois de plus cette loi permanente qui veut que lorsque une formation nationaliste est en butte à la répression gouvernementale et à la hargne des moyens d'information, c'est toujours de son propre camp que lui viennent les coups les plus impitoyables.

## LE FOND DU DEBAT

Si la scission de Democrazia Nazionale revêt avant tout le caractère d'une conjuration anti-Almirante (« L'homme de la faillite », comme le qualifie sans nuances le leader D. N. Ernesto De Martino), le différend repose également sur un débat politique de fond qu'il n'est pas inutile d'exposer en détail.

Les griefs exprimés par D. N. se ramènent à ces trois thèses :

— Almirante n'a pas poussé à son terme la « défasciation » du M. S. I. ;

— La politique d'ouverture entamée en 1972, et poursuivie en 1975 à travers la « Constituante de la Droite » n'a pas été jouée honnêtement et complètement ;

— La ligne suivie par le M. S. I. paralyse la droite, lui retire toute capacité d'intervention dans la vie du pays en un moment crucial de son histoire.

Le premier grief s'est surtout concrétisé par les pénibles polémiques évoquées plus haut. Il est injuste dans la mesure où la direction du M. S. I. s'est attachée depuis des années à éliminer toute trace de nostalgisme dans ses rangs et à interdire les manifestations de violence gratuite (effort qui s'est soldé par des centaines d'exclusions). En fait, la controverse porte en grande part sur le langage, la

philosophie même du parti. S'il a abandonné la référence explicite au « Ventennio » fasciste et à la République Sociale, le M. S. I. a développé une rhétorique nationaliste qui ne fait guère mystère de sa filiation historique, c'est-à-dire l'école du nationalisme italien, dont le fascisme mussolinien n'a été qu'un aspect momentané, et un discours révolutionnaire qui le situe dans le domaine du « radicalisme de droite » (au sens allemand, *Rechtsradikalismus*), bien loin du conservatisme droitier classique où entend se limiter D. N.

Des observateurs n'ont pas manqué de relever que ce clivage correspond à une très ancienne ligne de fracture à l'intérieur de la droite italienne (et pas d'elle seule, d'ailleurs), dont la manifestation historique la plus dramatique n'a été autre que le procès de Vérone. Avec la récente scission intervenue au M. S. I., c'est au fond un lourd contentieux historique, chargé de malentendus et d'arrière-pensées, mais aussi de haine et de sang, qui revient à la surface.

Aussi ne doit-on pas s'étonner si les rangs de D. N. comportent la plupart des représentants de l'ancien parti monarchiste PDIUM, qui ne s'était agrégé au M. S. I. en 1972 que poussé par le dépérissement de son électorat, mais qui n'a jamais vraiment accepté le style et les objectifs du Mouvement Social. Reconnaissons-le, ces gens ont bien joué. Leur passage provisoire au M. S. I. n'a pas été une mauvaise affaire : donnée pour moribonde alors, cette droite modérée se retrouve désormais avec une représentation parlementaire supérieure à celle des « extrémistes néo-fascistes », qui paraissaient naguère devoir entièrement les absorber.

C'est pourquoi la seconde critique adressée à Almirante (insuffisance de la politique d'ouverture aux modérés) tombe d'elle-même. Ceux qui animent aujourd'hui D. N. s'étaient vus accorder au M. S. I. des places sans rapport avec leur poids réel. Ingratitude bien classique des notables. Il y a toujours quelque danger à propulser aux postes les plus en vue des ouvriers de la onzième heure, au détriment de militants qui se sont employés à gravir un par un, avec discipline mais sans éclat, les échelons hiérarchiques. Les

premiers se croient vite indispensables ; les seconds sont fondés à protester contre les cadeaux faits à des personnages qui ne sont pas obligatoirement sûrs. On crée ainsi un amalgame détonant, qui finit forcément par détoner. La solidité des organisations communistes vient pour beaucoup de ce qu'elles ne se laissent jamais aller à semblables pratiques. Voyez, à l'inverse, la situation indescriptible dans laquelle la majorité au pouvoir en France a été jetée par les faveurs irréfléchies faites par l'Élysée à l'équipe de l'« Express » et à quelques snobs de la même espèce.

D'autre part — la question a déjà été abordée par Pascal Yague dans une précédente livraison —, c'est une erreur de croire que la politique d'ouverture ait été l'unique cause des succès électoraux du M. S. I. des dernières années. Bien plutôt, c'est l'aspect révolutionnaire et incisif de l'action du Movimento Sociale, et en particulier l'appui accordé au mouvement insurrectionnel de Reggio de Calabre, qui l'avait mis en posture hégémonique au sein de l'opposition de droite, et *par conséquent* en situation favorable pour conclure une entente avec des éléments plus modérés.

La preuve *a contrario* a été amplement administrée par la suite des événements : les difficultés avec les notables n'ont fait que croître à mesure qu'Almirante s'efforçait de museler les éléments les plus radicaux. C'est un des paradoxes dont la vie des organisations politiques est faite. La direction du M. S. I. l'a apparemment mal saisi, encore que l'effort de répression du régime ait rendu de toutes manières nécessaires une mise au pas des tendances activistes.

On peut sans doute reprocher à la « Constituante di Destra » de n'avoir été qu'un pâle et velléitaire remake de la « Destra Nazionale », mais restait-il tant de personnalités nationales à regrouper, en un moment où, sous la houlette de l'inusable Fanfani, la Démocratie Chrétienne se lançait dans une subite surenchère anticomuniste pré-électorale ? Cette opération n'a apporté qu'un seul nouveau député, le R. P. Del Donno, élu dans les Pouilles. Et remarquons bien qu'il a choisi de rester inscrit au M. S. I. (soit dit en passant, ce prêtre a été consécutivement suspendu *a divinis* par le Vatican).

### *JOUER L'EFFICACITE, MAIS COMMENT ?*

Le point central du débat se noue sur la capacité d'intervention de la droite dans la vie politique italienne. Lorsque Democrazia Nazionale assure que dans les circonstances présentes, le M. S. I. ne détient pas la plus petite chance de jouer le moindre rôle politique effectif, elle a raison. Tout se passe en effet comme si Almirante et ses troupes manœuvraient sur une lointaine planète, complètement isolée de la scène politique romaine. On sent bien que malgré ses concessions de forme et de langage, le Movimento Sociale doit se borner à assurer la survie d'une idée, d'une culture, d'une mentalité en marge du monde moderne. Et toutes les organisations nationalistes européennes en sont là, ne nous faisons aucune illusion. Certes, ce n'est pas rien que de parvenir ne serait-ce qu'à ce résultat. Le M. S. I. le fait plus qu'honorablement, en assurant une présence relativement importante dans l'opinion, en entraînant aussi dans son sillage une quantité de publications et de maisons d'édition qui font grande impression sur l'observateur français. Cependant, ne nous leurrions pas : cette vie intellectuelle représente quelque chose d'infime dans ce pays sursaturé d'idéologie et de politisation qu'est l'Italie. Une goutte d'eau dans l'Océan.

Les animateurs de Democrazia Nazionale prétendent échapper à cette impuissance en se postant immédiatement au contact de l'aile droite de la D. C. et du centre-droit laïc, en s'efforçant de se faire admettre par le parti gouvernemental comme l'indispensable complément d'une éventuelle majorité anticommuniste. Pour cela, ils affirment bien haut leur volonté de pousser jusqu'à son terme la « défas-cisation », volonté qui s'est concrétisée par le rejet d'un terme qui figure toujours au programme du M. S. I. : le « corporatisme ». Si, en France, ce mot n'évoque guère rien de plus que de vagues rêveries de l'entre-deux-guerres, il a gardé en Italie une charge révolutionnaire très précise, il est en quelque sorte le mot de passe qui relie à un passé tabou. Les orientations de Democrazia Nazionale dessinent un paysage idéologique de tout repos : défense des valeurs



morales, de l'Alliance atlantique, de l'entreprise libre, etc. Ce n'est pas d'une puissante originalité, et il n'y a rien là qui puisse scandaliser un démocrate chrétien.

Le projet de D. N. mérite d'être pesé impartialement. Aujourd'hui, la menace communiste est tout sauf une figure de style. C'est un danger concret, immédiat. Ne rendrait-il pas nécessaire des solutions de désespoir ? Le « compromis historique rampant », c'est-à-dire l'extravagante situation qui permet au gouvernement monocolore démocrate-chrétien de survivre grâce à la neutralité provisoire du P. C., n'est pas destiné à se prolonger des lustres, c'est l'évidence. Qu'on le craigne ou qu'on le souhaite — les deux conceptions s'affrontent au sein de la D. C. —, le choc frontal viendra tôt ou tard.

Malgré tout ce que l'on peut dire et penser d'elle, *la D. C. dans son ensemble ne peut pas à terme se plier au chantage communiste*. On sous-estimera toujours la bêtise d'un parti à vocation centriste, c'est certain, mais il demeure que mis au pied du mur, les dirigeants démocrates-chrétiens préféreront toujours examiner toutes les échappatoires avant de s'abandonner aux charmes douteux d'un Berlinguer. Ne serait-ce que parce que, ce faisant, ils abandonneraient un espace politique béant à l'opposition de droite, sans espoir de mordre sur les rangs compacts de la gauche. Que la scission intervenue au M. S. I. dénote une manœuvre gouvernementale pour conjurer cet inconvénient, voilà qui est clair, et a amplement été prouvé depuis. Que la Démocratie Chrétienne ait combiné l'apparition d'une « droite civilisée » (comme on dit en Espagne) afin d'en faire le cas échéant sa dernière cartouche, c'est possible.

### *INGRATE DEMOCRATIE-CHRETIENNE...*

Mais voilà. La D. C., y compris ses tendances les plus droitières, a rejeté à l'avance toute collaboration avec des « fascistes », repentis ou non. Ce n'est sans doute pas ce qu'elle a fait de plus intelligent, à se priver de la sorte d'une éventuelle sortie de secours. Mais on imagine très difficilement qu'elle puisse jamais revenir sur ce refus.

Pourtant, on aurait pu supposer que localement, pour, par exemple, soustraire une municipalité à l'emprise communiste, des élus D. C. acceptent de passer une entente ponctuelle avec des éléments de Democrazia Nazionale. Même si le rôle de D. N. s'était limité à sauver quelques villes, le bilan aurait été très positif, quand on sait la façon dont le P. C. I., à la faveur de la décentralisation administrative, exploite et quadrille les localités qu'il contrôle.

Mais jusqu'à présent, rien de tel ne s'est produit. Nulle part la D. C. n'a consenti au moindre accroc dans sa virginité anti-fasciste. Et les résultats dont peut se prévaloir Democrazia Nazionale apparaissent étonnamment maigres : quelques vagues promesses concernant la reconnaissance officielle du syndicat CISNAL, et c'est tout.

Il n'est pas dit qu'à plus ou moins long terme, la D. C. ne condescende à se commettre discrètement avec la « droite civilisée ». Elle n'en prend en tous cas pas le chemin.

Democrazia Nazionale ne ménage pourtant pas ses avances. Dernièrement, ses parlementaires ont refusé — seuls avec ceux de la D. C. — de voter la mise en accusation de Luigi Gui, ancien ministre chrétien-démocrate de la Défense, convaincu d'avoir encaissé des pots-de-vin Lockheed, et qui durant son passage au ministère de l'Intérieur (1974/76) s'était distingué par une répression spécialement obtuse dirigée contre la droite. Il est permis de s'interroger sur l'utilité d'un tel « cadeau », consenti sans contre-partie, et qui tourne le dos à ce qui a été l'attitude permanente de la droite toutes ces dernières années.

L'ingratitude de la D. C. et les blocages qui entravent D. N. trouvent leur explication dans cette notion imbécile qui empoisonne toute la vie politique de la péninsule : l'« arc constitutionnel ». Lancée au début des années 70, cette expression désigne l'ensemble des partis « issus de la Résistance » qui ont élaboré en commun la constitution de 1947. Elle exclut l'ultra-gauche et la droite : d'un côté, 3 élus au Parlement, de l'autre, 49. Lumineuse illustration des traditionnelles conceptions démocratiques concernant le rejet « symétrique » des « extrémistes de tous bords ».

## RETOUR A 1946

En dehors de l'« arc constitutionnel », point de salut : il est entendu une fois pour toutes qu'il rassemble la seule fraction légitimement démocratique de l'éventail des opinions. Ce slogan obsessionnel a servi d'abord à justifier la politique des gouvernements de centre-gauche ; de plus en plus, les communistes le présentent comme une préfiguration du compromis historique.

En quelque sorte, l'atmosphère politique de l'Italie marque un retour à 1946. L'arc constitutionnel, le compromis historique (P. C. I., D. C., P. S. I. et les quelques débris des partis laïques), tout cela n'est au fond que la résurgence de cette pièce d'archéologie que l'on aurait pu espérer enfouie à jamais : le gouvernement tripartite de la Libération.

Dans ces conditions, inutile de dire qu'aujourd'hui comme trente ans plus tôt, l'antifascisme le plus grossier et primaire est le seul moyen de faire tenir debout une construction aussi bâtarde. C'est entendu, le compromis historique n'est pas conclu, mais la D. C., obligée qu'elle est de monnayer l'abstention amicale de la gauche pour continuer à gouverner, doit se sentir plus embarrassée qu'autre chose par les ostentatoires démonstrations d'amitié de Democrazia Nazionale, qu'elle repousse comme on ferait d'un chien gauleux.

Les dirigeants de D. N. semblent ne pas comprendre que l'Italie de 1977 n'est plus celle de 1960, l'époque bénie où le centre-droit et la droite détenaient des majorités introuvables, où l'explosion du miracle économique anesthésiait les mouvements sociaux et réduisait la gauche à la défensive. C'est en mars 1960 que le M. S. I. (conduit alors par Arturo Michelini) avait contribué à faire voter l'investiture du gouvernement Tambroni. Celui-ci n'avait tenu que quelques semaines, c'est un fait, mais reste que l'espace d'un scrutin, démocrates-chrétiens et « missini » avaient uni leurs votes.

Comment espérer que cette manœuvre puisse être rééditée aujourd'hui, alors qu'elle avait en fin de compte échoué

dans un contexte mille fois plus favorable ? L'Italie, répétons-le, est retournée à 1946, et cela est d'autant plus frappant pour l'observateur français que dans l'ensemble, le personnel politique dirigeant est resté le même, avec trente ans de plus. Le seul indice d'une évolution « moderne » dans ce tableau est l'irruption de l'ultra-gauche, la plus violente, la plus nombreuse et la plus irrationnelle d'Occident.

### *LE MIROIR FRANCAIS*

A plus d'un égard, la situation de la D. C. en Italie peut être comparée avec celle de la majorité au pouvoir en France. L'une comme l'autre sont affrontées à une gauche conquérante, potentiellement majoritaire. Le P. C. I. a beau être en apparence moins sectaire que l'Union de la gauche française, la mise en route du « compromis historique » à l'italienne représente un danger peu différent de ce que serait l'application du « Programme commun » chez nous. Aussi, l'idée d'une convergence entre les rassemblements conservateurs en place et les oppositions de droite qui les flanquent peut apparaître, sinon possible, du souhaitable.

C'est ce à quoi l'on assiste depuis quelque temps en France, étant bien clair qu'il ne sert à rien de s'isoler à l'extrême-droite à faire de la surenchère anti-gauche au pouvoir. Qu'il ne soit pas aisé de mener de front une collaboration, dans les strictes limites nécessaires, avec la droite de la majorité, avec l'élargissement et l'approfondissement de l'espace politique de la droite nationaliste, cela est tout aussi clair. Néanmoins, les voies d'une telle stratégie apparaissent, en France, praticables.

D'autant plus que, le phénomène est frappant, l'osmose intellectuelle est particulièrement avancée entre le monde du pouvoir et celui des oppositions de droite.

J'ai conscience, en écrivant d'avancer une proposition assez provocatrice. Pourtant, il faut bien voir les réalités :

Dans ses différentes et contradictoires facettes, l'idéologie maurrassienne est au contact de presque toutes les ten-

dances qui sont, qui ont été ou seront au gouvernement. A lui seul, un groupe comme la « Nouvelle Action Française » se trouve de plain-pied avec les cercles gaullistes de gauche (pour sa hargne anti-européenne) comme avec les derniers représentants de la droite cléricale de la majorité (campagnes anti-avortement).

En se situant à cheval sur les milieux majoritaires et l'opposition de droite, une association comme GRECE s'est assurée un remarquable champ d'influence, et c'est là une réussite qui doit être saluée comme elle le mérite. Enfin, qu'est-ce qui fait l'originalité de maints groupuscules d'ultra-droite, sinon qu'ils s'efforcent d'être plus gaullistes que Michel Debré ? Effectivement, si l'on fait abstraction de leur souci, par ailleurs tout à fait honorable, de réhabiliter qui le Maréchal Pétain, qui Charles Maurras, on ne voit pas du tout ce qui les sépare d'un Michel Jobert. Certainement pas la volonté d'être « ailleurs », en tous cas.

Est-ce assez prouvé ? Ce n'est pas trahir un grand secret que de dire que l'école nationaliste moderne a contribué à façonner plus d'un jeune technocrate du R. P. R. ou des R. I.

Curieusement, ce sont les groupes ou les personnes les plus proches, idéologiquement, de telle ou telle branche de la majorité qui rivalisent de surenchère anti-gouvernementale. Le courant que nous représentons — celui, pour parler clair, du nationalisme révolutionnaire européen — est justement l'un des moins présents dans les sphères majoritaires. Essentiellement parce que l'idée européenne a été en grande part confisquée par les centristes-libéraux, pour lesquels, avec la meilleure volonté du monde, nous n'aurons jamais qu'une très tiède sympathie. De toutes les idéologies qui circulent dans les univers gaulliste et giscardiens, la doctrine « libérale avancée » est celle qui a le moins de chances d'avoir son pendant à droite.

Reste qu'il n'est *aucun* des thèmes auxquels nous sommes attachés qui ne soit défendu, isolément, par tel ou tel courant des milieux au pouvoir que ce soit l'Europe, l'anti-communisme résolu, l'exigence de grandeur nationale, voire

la suppression de l'immigration ou la lutte pour une véritable justice sociale. C'est en ayant conscience du travail de synthèse à effectuer que la droite française ne doit pas craindre de jeter des ponts avec les milieux qui lui sont immédiatement proches sur l'éventail politique.

### *L'IDEOLOGIE DEMOCRATE-CHRETIENNE*

Cette longue digression était nécessaire pour bien faire comprendre ce qui différencie la D. C. italienne du conglomérat appelé ici, jusqu'à présent et faute de mieux, majorité présidentielle française. Cette dernière n'a pas d'idéologie propre, comporte des divisions qui sont autant de failles par lesquelles ses adversaires — nous-mêmes, mais aussi la gauche — peuvent prétendre s'immiscer. Tel n'est pas le cas en Italie : la référence chrétienne n'est pas un détail de pure forme (comme c'est le cas en Allemagne, où la Christ-Demokratische Union s'est baptisée ainsi parce qu'elle ne pouvait pas décentement prendre l'appellation de « Parti Conservateur » au moment de sa fondation), c'est au contraire la raison d'être de la D. C. et la garantie de son unité. Elle a beau comprendre un centre (Andreotti), une gauche (Moro) et une droite (Fanfani), une extrême-gauche progressiste (Marcora, Donat-Cattin) et une extrême-droite résolue (De Carolis), elle reste cimentée par le sectarisme dans lequel toutes ses tendances communient, sectarisme lui-même fondé sur une idéologie bien précise : la doctrine social-chrétienne élaborée sous le fascisme dans les sacristies résistantes par la gauche de l'Action catholique. Absentes à l'époque du Concordat, ces tendances ont été discrètement encouragées par le Vatican au fur et à mesure que se précisait la défaite du fascisme. Le père de la Démocratie Chrétienne, Alcide de Gasperi, avait passé la guerre comme bibliothécaire du Saint-Siège. On sera médiocrement surpris d'apprendre que Giovanni-Battista Montini, futur Paul VI, était à cette époque aumônier du Front Universitaire des Catholiques Italiens, et a joué un grand rôle à ce titre, dans l'élaboration de la future doctrine démocrate-chrétienne.

Voilà pourquoi la D. C. offre un front imperméable à toute pénétration de droite, voilà également pourquoi, le couteau sous la gorge, elle hésiterait encore à sacrifier sa pureté anti-fasciste. La comparaison est éloquente avec le R. P. R. gaulliste, qui dès 1947 avait jeté aux orties la défroque de l'union nationale avec les communistes, héritée de la période de la Libération.

Les réalités italiennes limitent singulièrement les possibilités qu'a Democrazia Nazionale de réussir dans son projet. Son initiative aura surtout servi les desseins de la D. C. : briser la droite, en recueillir l'électorat en rejetant les idées et les organisations. En toute impartialité, il serait difficile d'émettre un autre jugement.

La ligne qu'a arrêtée le M. S. I. maintenu représente en quelque sorte une systématisation de ce qui avait été entrepris ces dernières années : animer les révoltes contre le pouvoir central, organiser à la base la protestation populaire contre l'establishment de l'arc constitutionnel. En cela, la direction du M. S. I. se rapproche des thèses défendues par la tendance animée par Pino Rauti, « a Linea Futura ». Sauf évolution spectaculaire de la situation politique, cette stratégie apparaît comme la seule à même d'assurer l'expansion de l'espace politique des nationalistes.

Un point demeure, qui peut consacrer le fiasco de l'opération entreprise par les « déserteurs » : rien n'interdit de penser que d'un jour à l'autre, une dissolution anticipée des Chambres ne ramène une fois de plus les électeurs devant les urnes. Les cercles dirigeants de la D. C. surveillent attentivement l'évolution des sondages d'opinion, qui tendent à accréditer l'idée d'un tassement du P. C. I., mis en difficulté par l'appui qu'il a accordé à une politique d'austérité en comparaison de laquelle le Plan Barre français est une douce plaisanterie. Nul doute qu'en cas d'élections-surprise, Democrazia Nazionale se trouverait réduite à bien peu de choses.

JACK MARCHAL

## **L'ARCHITECTURE :**

### ***FACTEUR ET MOTEUR DE LA CIVILISATION***

Sénateurs et députés ont finalement adopté, respectivement le 16 novembre et le 18 décembre 1976, après de nombreuses tentatives en juin 1973 et en juillet 1975, un projet de réforme préparé par M. Michel Guy sur l'architecture et l'urbanisme. Un sujet aussi vaste et complexe que l'architecture en général ne peut être traité en quelques lignes, ni même en quelques pages ; il faudrait pour y parvenir consacrer tout un dossier. Je me bornerai donc à éclaircir la situation en ce qui concerne la formation et l'exercice de la profession d'architecte, la réforme de l'architecture telle qu'elle est conçue actuellement par le gouvernement et par les partisans du collectivisme, et notre conception, à nous nationalistes, de l'architecture dans la société, son importance, ses incidences sur la vie quotidienne, sa place en tant que facteur et moteur de la civilisation.

#### ***LE PROJET DE REFORME DE L'ARCHITECTURE***

**La formation de l'architecte :** Actuellement la durée des études est de six ans, effectuées en principe dans des Ecoles d'architecture mais qui n'enseignent que quelques cours théoriques, l'étudiant partage le reste de son temps dans les facultés pour l'enseignement général et chez soi pour le travail pratique. Il reste que l'enseignement est gravement perturbé par cette inorganisation et ne correspond pas du tout à ce que l'on pourrait attendre de la formation des futurs architectes qui doit s'effectuer selon trois principes dont le projet de réforme a « oublié » de faire état. Cette lacune rend impossible la réussite du projet gouvernemental car de la bonne éducation des architectes dépend, pour une grande part, le bon fonctionnement et le développement de l'architecture dans notre société moderne et son rayonne-



ment qui fait la naissance, la grandeur ou la mort de la civilisation.

— *La formation générale* : La diversité des matières enseignées constitue un élément positif et primordial car elle permet à l'élève d'aborder des problèmes très variés puisqu'il est constamment en relation avec des organismes professionnels ou avec des hommes de professions et de disciplines très diverses. Cette formation doit permettre d'améliorer les qualités fondamentales de l'architecte, de maintenir ses facultés intellectuelles adaptées à l'évolution rapide des sociétés, d'accroître sa connaissance de l'homme et de ses exigences pour l'accomplissement de ses besoins réels et de ses aspirations, de garantir et d'accroître sans cesse la grandeur de sa profession au profit de l'Etat et de la nation dont il fait partie.

— *La formation technique* : Pour faire face au développement rapide de la vie moderne, l'architecte doit être en mesure de prendre ses responsabilités et d'affirmer sa vocation, d'être un homme de synthèse, d'organisation, d'imagination, d'intuition. L'architecte est le maître d'œuvre de notre vie et de celle de nos enfants. Sa formation technique doit garantir le sens de l'imagination, de la création, du renouvellement. Elle combine à la fois la technique, l'art, l'économie et le cadre humain.

— *La formation plastique* : L'initiative est un facteur de réussite car elle permet la curiosité, la recherche, l'observation, la sélection, le développement du sens critique et de la mémoire visuelle. Elle garantit également la personnalité et l'originalité des conceptions de l'architecte. L'information, si elle est nécessaire au développement des facultés plastiques et imaginatives de l'architecte, n'est pas suffisante, car elle n'est pas créative et ne repose pas sur le réel. Il est facile de faire du « beau », cela ne coûte pas plus cher que le « laid », il est plus difficile de faire des recherches pour promouvoir et revaloriser le sens imaginatif et plastique ou le goût des propositions, le rapport des échelles, le cadre de vie ; tout ce qui fait le caractère d'une création originale où l'intuition fait place à la déduction. A travers cette ana-

lyse, il apparaît que la formation, si elle a pour but de préparer l'avenir de la société par des moyens d'ordre technique, artistique, passe d'abord par le talent qui est, il faut bien le reconnaître, inné. L'enseignement de l'architecture doit être orienté vers la pratique et non vers des théories plus ou moins réalistes.

**La profession d'architecte :** L'exercice de la profession d'architecte est un des points essentiels abordé par le projet de réforme de l'architecture, qui modernise les conditions d'exercice au profit de sociétés commerciales, du salariat au lieu du seul exercice libéral. Ainsi les architectes pourront s'orienter d'avantage vers des associations sous forme de sociétés anonymes ou S. A. R. L. Il s'agit pour le gouvernement de réorganiser la profession dont la législation date de 1940 et pour les architectes de voir leur pouvoir plus étendu, c'est-à-dire que leur intervention pour toutes les constructions collectives ou publiques ou privées est rendue obligatoire à l'exception des maisons individuelles édifiées par des particuliers. Si les architectes ont pour soucis d'être plus présents, donc plus responsables dans la construction des bâtiments (et c'est bien ainsi), ils n'en désirent pas moins être plus couverts par des assurances en cas d'incidents qui peuvent entraîner leur déchéance et une faillite catastrophique.

L'ordre des architectes a également été évoqué et bien entendu la gauche collectiviste s'est prononcée pour sa suppression, il serait relayé par l'A. D. U. A. (l'association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture), une association dont on devine l'appartenance politique et qui préconise d'autre part la création d'agences publiques ! On relève comme intervention, aussi farfelue que dangereuse, celle du socialiste M. Josselin qui déclare « la participation des citoyens est la clé de voûte de notre proposition... ». Le collectivisme n'est pas encore au pouvoir pour imposer une architecture « socialiste » et « populaire » à l'image du « frère » soviétique avec les façades d'horreur de Moscou ou du mur de la honte à Berlin-Est ! L'ordre des architectes, qui entrave la liberté n'aura plus à assurer la discipline en son sein, cette tâche sera confiée à des « chambres régionales de discipline des architectes » composées de

magistrats, ce qui peut être dangereux si le syndicat de la magistrature s'en mêle...

Autre point de la réforme lié avec l'exercice de la profession, la création de conseils départementaux d'architectures composés d'architectes, destinés à former et à informer gratuitement les constructeurs au moment où ils demandent un permis de construire. Si l'institution d'une base légale pour l'annulation de permis de construire accordés en violation de la règle d'intérêt public, de même que la suppression du régime des autorisations administratives qui exemptent de l'obligation des permis de construire sont de bonnes mesures, il est plus difficile d'admettre la création de conseils départementaux qui accordent, certes, une plus grande place à la responsabilité des architectes, mais qui ne correspondent pas du tout aux réalités géographiques et humaines qui changent plus selon les communes ou les régions que selon les départements, dont le découpage géographique et humain est très flou et très loin de la réalité. Il est bien évident que ceci est lié à la réforme des collectivités locales et des institutions françaises qui devrait être basée sur la commune, la région, la nation, le département étant supprimé.

Il est difficile d'admettre, dans ce cas, la réussite de ce projet de réforme qui a volontairement ou non oublié d'aborder certains problèmes de fond qui font que l'architecture est un art qui détermine la décadence ou la grandeur d'une civilisation. Rien n'indique que les architectes, s'ils ont du talent, puissent réaliser leurs objectifs si l'Etat n'intervient pas directement et le rôle de l'Etat dans ce projet de réforme est bien mal défini, il est même esquivé avec prouesse car les déclarations du genre « ce projet ne prétend pas redresser d'un coup de baguette magique une situation déplorable » dans la bouche du Ministre de la « culture », Mme Françoise Giroud, ne sont pas encourageantes et témoignent d'un très grand défaitisme venant de la part d'un membre du gouvernement qui aurait du faire preuve de fermeté, de rigueur et d'une volonté exemplaires. Il ne faut pas s'attendre, hélas, à pareille attitude de la part des adeptes du libéralisme ou de la démocratie, qu'elle soit « à la française » ou « du quotidien ».

## L'ARCHITECTURE DE DEMAIN

Selon les libéraux comme Françoise Giroud, l'architecture repose sur trois critères : la beauté, la commodité, la solidité. Selon d'autres encore, le malaise subsiste car « la quantité l'a emporté sur la qualité de l'architecture et du cadre de vie, l'indépendance créatrice doit être garantie pour le statut libéral et par l'existence d'un ordre pourvu d'une déontologie renforcée. » Selon certains spécialistes qui ont une conception de l'architecture du point de vue de la technique, le problème est de faire face à la demande. Ils divisent l'architecture en deux branches principales, la préfabrication, qui date de l'antiquité, destinée à l'usage courant est facile car elle ne nécessite pas de très grands moyens techniques ni une recherche esthétique élaborée. La recherche n'est faite que dans un but fonctionnel, c'est la « commodité » de Giroud. L'industrialisation du bâtiment, elle est récente, elle date du siècle dernier, l'automatisme et le travail à la chaîne en sont les moyens. Ses principales qualités relèvent de la technique, de la rapidité de l'exécution par le choix et l'utilisation de matériaux nouveaux et de l'abaissement du prix de revient. On retrouve la « solidité » de Giroud.

L'industrialisation du bâtiment, nous le verrons plus loin, repose sur certains critères de base : son application dans l'habitat ou dans les bâtiments à usage public ou privé, le rôle et l'intervention de l'Etat et de l'architecte, le contrôle proprement dit de l'industrialisation qui actuellement fait défaut et laisse la place à une standardisation poussée à l'extrême pour des raisons de rentabilité, l'industrialisation légère, la préfabrication fermée et ouverte, l'industrialisation lourde et l'orientation. Il s'agit de tenir compte du lieu géographique, du régime climatique et de l'intégration dans une texture urbaine. Il faut différencier l'architecture à usage de l'habitat individuel ou familial et celle à usage public, mais la différence n'est pas si grande, du point de vue idéal esthétique et valeurs de raison et de progrès, car dans ces deux grandes catégories, la qualité architecturale revêt toute son importance, tout particulièrement par les incidences

qu'elle a sur le comportement de l'individu — intégré, qu'il le veuille ou non, dans la société — et sur la grandeur et l'épanouissement d'une civilisation, dans laquelle une nation a sa place si elle s'est pourvue de forces réelles.

Le nombre de logements en France se compte par milliers et lorsque l'on parcourt les réalisations effectuées depuis les dix dernières années, on ne peut que constater, hélas, la pauvreté et la tristesse très médiocre du paysage, de l'environnement, de la construction même des bâtiments aussi bien en milieu rural que citadin. On est loin de la qualité, de l'élégance, du bon goût, de la poésie, de la stature, de la fierté de l'architecture d'un passé révolu et lointain. Triste constatation, certes, mais la consternation synonyme de lâcheté, de découragement, le contraire de la combativité et de la puissance, doit-elle l'emporter sur la volonté de sortir du « trou noir » et du malaise catastrophique, mais certainement pas irréversible, pour faire de l'architecture de demain, un conglomérat aussi triste que médiocre à l'image de notre société ou de celle que l'on présente comme collectiviste ? L'architecture de demain doit être à l'heure de l'atome tout en restant enracinée par des attaches saines à l'échelle humaine et terrestre. La tâche n'est pas insurmontable ; quelques réalisations à l'étranger, réellement grandioses, permettent tous les espoirs. Le défaitisme comme le progressisme n'ont pas leur place dans cette aventure novatrice et créatrice. Il apparaît, à la réflexion, que les conditions nécessaires à la naissance de l'architecture qui prend ici toute sa signification, ne sont pas réunies en France. C'est plus une constatation d'une gravité certaine que d'un échec irrémédiable. Comme le dit si justement Elie Faure « *l'architecture est l'art qui annonce la naissance et la mort d'une civilisation, il apparaît le premier et disparaît le dernier.* » C'est l'affaire des peuples et des hommes qui forgent leur destin. Il faut s'en remettre à l'homme plus qu'à une aide divine ou suprême, ce qui implique une certaine philosophie, une conception de la vie, de la mission humaine (si il y en a une). Pour insuffler aux hommes l'énergie suffisante mais nécessaire à la véracité et au fondement de l'accomplissement de leur mission, son originalité et ses vertus, il faut les doter

d'armes efficaces, d'un idéal qui se tient, capable de ne pas trahir leur œuvre dans laquelle ils placent tout leur cœur, leur volonté, leur intelligence. Là est la difficulté, mais c'est le seul remède et ce n'est ni l'idéologie libérale, si toutefois elle existe, ni l'idéologie marxiste qui peuvent se présenter comme les ardents défenseurs et bâtisseurs de l'architecture de demain.

Il s'agit de savoir ce que propose une idéologie agnostique qui n'est ni spirituelle ni matérielle mais qui est une combinaison des deux. Sans fouiller trop profondément dans des considérations qui n'ont pas leur place ici, il convient tout de même de placer l'architecture dans un ensemble culturel reposant à la fois sur un passé glorieux et sur un avenir dont l'homme est le seul maître. Si le 1er point ne nécessite qu'une synthèse et de la sélection, le 2ème point exige une recherche très complexe tenant compte à la fois de la raison et du progrès. La difficulté majeure vient de là. Cette difficulté vient que l'architecture n'est pas un art pur car elle dépend de beaucoup de choses, de l'architecte qui, si il a du génie, du courage, du goût pour que son œuvre existe, doit avoir la confiance des hommes et l'occasion de s'exprimer, de difficultés financières, du public réceptif, de moyens techniques, du soutien de l'État et d'une collaboration efficace. Là-dessus s'ajoute des problèmes de gros sous qui ne sont que scandales immobiliers propres à notre société libérale. L'architecture doit donc être désintéressée, elle ne peut être réalisée pleinement et sainement que dans une société qui a pour principes certaines valeurs fondamentales que seul le passé nous a légué puisqu'il se trouve qu'elles n'existent plus actuellement. C'est une prise de conscience collective car sinon en dépit de toutes les volontés, l'architecture part perdante. La qualité architecturale est le témoin dans le temps et dans l'espace des vertus d'une nation et d'un peuple, — d'une civilisation. En ce qui concerne l'architecture de l'habitat, il faut formuler quelques critiques qui tiennent de l'usage courant, de l'esthétique, de l'environnement avant d'en arriver à la méthode et à l'approche du problème de l'habitat, à l'industrialisation du bâtiment, à la critique négative qui paralyse les architectes, au programme et aux propositions et enfin à la recherche ?

Trop souvent les constructions si elles sont médiocres de l'extérieure le sont également de l'intérieur ; et il se trouve que par négligence ou pour des raisons de facilité et de rentabilité, l'imagination n'est pas le privilège des nouveaux constructeurs qui s'évertuent à copier (mal) leurs prédécesseurs, comme si les bâtiments modernes se devaient d'être comme ceux des siècles précédents. Il en résulte, faute de crédit, que le modernisme est synonyme d'inconfort, de laid. Ceci est du à l'industrialisation menée par des promoteurs immobiliers qui ne cherchent qu'à servir leurs intérêts et non ceux de la communauté.

L'esthétique est un art qui relève de la forme des volumes, de la dimension, des dominantes verticales et horizontales, des règles d'équilibre et d'unité, de la proportion. La nécanisation et la simplicité des constructions actuelles rendent impossibles la réalisation de cet art. L'architecture n'a rien à voir avec le raccomodage. Elle doit être réfléchie, ordonnée, les plans doivent être établis avec le souci permanent de donner à chacun la liberté et non une dépendance qui confine l'homme et le rend esclave en lui présentant un logement inhumain et basement matérialiste éloigné de tout bien-être spirituel.

Le rapport architecture-nature est une caractéristique de l'habitat moderne. La réalisation des centres urbains excentrés comme les Z. U. P. ne provient pas du choix mais du hasard pour loger ceux qui ne le sont pas ou mals. Les sites ne sont pas choisis, et c'est ainsi que poussent ça et là, en dépit du bon sens, des ensembles collectifs auxquels on ajoute, çà et là, quelques espaces verts pour faire bien et combler les trous. Ce n'est pas sérieux et il ne faut pas s'étonner du dépeuplement des immeubles style cage à lapins au profit de maisons individuelles ou d'appartements plus centraux. Les constructions n'épousent pas les formes naturelles du terrain et c'est pourtant l'inverse qui devraient se produire. On ne peut jouer avec la nature car c'est l'art le plus pur qui puisse exister,

Seule la mise en place de méthodes strictes et d'approche des problèmes de l'architecture pourra permettre un espoir créateur et de recherche de la qualité architecturale.

Ces qualités ne sont pas réunies car notre société est sans ambition, elle supprime les élites au profit de préoccupations économiques et financières, de réglementations administratives embarrassantes, ce qui rend la tâche impossible pour ceux qui ont les capacités et la volonté de sortir du troupeau bien gavé, la jeunesse, l'initiative, le talent, l'enthousiasme, la générosité. Ceci conduit à une sclérose des forces vives de la nation, à une scolastique, à une typification primaire des solutions qui menace gravement le rayonnement culturel du pays et de notre civilisation.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'industrialisation du bâtiment est récente. Elle en est encore au stade de l'expérimentation car elle s'appuie sur des techniques novatrices qui devraient faire avancer dans le bon sens l'architecture de demain, une architecture spatiale qui tient compte du bien être des populations, des possibilités économiques, des progrès techniques et des valeurs culturelles. C'est le rôle de l'Etat et il s'avère que l'Etat libéral est bien incapable de servir l'ensemble de ces valeurs. Le résultat est là ; l'industrialisation est mal appliquée puisqu'elle ne sert qu'à imiter l'ancien dans une société moderne qui a évolué et qui forcément n'a plus les mêmes besoins. Nous sommes à l'heure de l'atome et de l'espace, il faudrait que le gouvernement actuel s'en rende compte.

Tout ceci conduit inéluctablement à une paralysie générale dont les premiers touchés sont les architectes qui vivent sous la hantise de la réglementation, d'une administration irresponsable et incapable de comprendre ces problèmes et donc inqualifiée pour obtenir des solutions acceptables et fondées sur un réalisme qui actuellement fait défaut.

Le problème de l'établissement d'un programme pour un projet ou un avant-projet d'un ensemble architectural, qu'il soit destiné à la collectivité ou à un service public, est étroitement lié à ce qui précède. Il est évident que si un programme est mal posé, la solution architecturale sera mauvaise. Il s'agit de savoir comment et pourquoi cette architecture n'est pas une solution adéquate ? Si l'on considère que dans la plupart des cas, les programmes proposés aux architectes



ou aux maîtres d'œuvre (sauf pour les maisons individuelles), le sont par des sociétés anonymes ou des S. A. R. L., il ne faut pas s'étonner des conséquences désastreuses qui se répercutent inéluctablement sur la qualité architecturale. En effet aucun intérêt d'ordre artistique, amour de l'art ou du bien être social, n'a sa place dans ces sociétés qui se « cachent » derrière l'anonymat dans un but peu avouable d'ordre économique, financier, non pas rentable pour le client puisqu'il n'y en a pas, mais pour le groupe ou la personne responsable physiquement et légalement, mais pas moralement. Encore une fois, refus des responsabilités. Les promoteurs immobiliers sont des monstres froids qui se fichent pas mal des gens dont ils prétendent servir les intérêts. Il est aisé de faire construire des immeubles plus ou moins habitables lorsque l'on sait parfaitement que l'on n'y mettra jamais les pieds. Toutes ces conditions de la création architecturale conduisent à une production de qualité moyenne qui ne peut être que médiocre. Et la médiocrité c'est la pire des choses, ce n'est hélas que le triste reflet de notre société. C'est le règne des minables, de la médiocrité, de l'irresponsabilité, donc le contraire de toute forme de civilisation développée et épanouie — c'est la décadence.

Bon nombre de personnes reconnaissent tout de même que la qualité doit primer sur la quantité. La qualité esthétique d'une œuvre architecturale n'est pas déterminée en fonction du prix, sauf pour les bourgeois de toutes espèces qui ne s'intéressent qu'à leurs biens ; peu importe pour eux s'ils sont beaux ou laids du moment que c'est rentable. La beauté ne coûte pas plus cher, pourtant, que la laideur. Elle nécessite seulement de la recherche des valeurs spirituelles de la forme. La quantité ne mènera à rien si ce n'est à ternir ce que notre civilisation nous a légué et en tous les cas elle ne laissera que le néant pour ceux qui nous survivrons. C'est un problème d'une extrême gravité. Faire le beau n'est pas contrairement à ce que croient les libéraux ou les marxistes, ardents défenseurs de l'idéal égalitaire, une chose innée. Le beau, c'est avoir le sens du goût, des proportions, de la beauté, de tout ce qui sort du commun, de l'anonymat, tout ce qui n'est pas médiocre. Le goût est le produit d'une

tradition, d'une formation et de dons personnels entretenus dès l'enfance. Beaucoup de gens ont du mal à admettre qu'avoir du goût n'est pas l'affaire de tous. Si ils l'admettent ils se retranchent derrière des considérations simplistes du genre « chacun a ses goûts, le sens de la beauté qui n'est pas la même pour tout le monde ». Cette maxime est fausse car seuls, ceux qui ont une formation, un environnement familial, culturel, ont acquis la notion de la « beauté » et peuvent percevoir ce que d'autres n'arriveront jamais à découvrir ni à comprendre. La beauté et le goût sont des notions bien établies qui échappent aux profanes. L'application directe de cette observation est d'ailleurs mise en évidence à travers les réalisations architecturales. Il est certain que la médiocrité de l'architecture actuelle vient de l'affaiblissement de la qualité du milieu architectural et de la formation des architectes. On en revient donc obligatoirement aux problèmes de l'enseignement et de la formation des futurs maîtres de l'ouvrage. Seule une sélection qui repose sur des critères qualificatifs, faisant appel à l'intelligence, à la clairvoyance, au désintéressement, aux dons, pourra éclaircir une situation actuellement déplorable. Il s'agit ni plus ni moins de former des élites au service de la nation qui doivent être soutenus et informés régulièrement des problèmes qui se posent à l'architecture. Ces élites existent mais elles sont véritablement cloisonnées et étouffées dans la masse par l'administration. Seul l'Etat peut débloquer la situation, c'est son rôle et s'il ne le fait pas, il est l'agent de la dégradation.

**La recherche architecturale est une nécessité si l'on veut que notre civilisation survive et donne aux générations nouvelles un héritage qui puissent leur servir, comme nous sert actuellement l'héritage des constructions antiques, médiévales, royales et impériales. Que notre civilisation laisse son empreinte par son originalité et sa puissance, et ce serait une pierre à l'édifice humain. Préparer la civilisation du XXIème siècle, telle est notre volonté et pour y parvenir il faut considérer l'architecture comme un art qui n'est autre que la synthèse des valeurs d'un programme. L'architecture est un facteur de civilisation, c'est aussi le moteur de la civilisation.**

Avant d'en arriver à l'architecture de lumière, c'est-à-dire à ce qui constitue, à mes yeux, ce qu'il y a de plus élaboré et artistique, il est bon de faire un bref rappel historique. C'est Paxton qui inaugure en 1851 le Crystal Palace qui est plus une prouesse technique qu'une œuvre architecturale, mais qui crée un environnement, tout comme Eiffel qui inaugure l'utilisation de matériaux nouveaux avec sa Tour. La beauté n'a pas sa place ici mais il faut y voir une prouesse technique très importante. Sullivan, avec le principe : « la fonction crée la forme » se base sur la simplicité alors que le classicisme d'Auguste Perret qui inaugure le béton est une véritable révolution dans l'architecture qui influencera très fortement le Corbusier. L'architecture de lumière apparaît pour la 1<sup>ère</sup> fois au début du XX<sup>ème</sup> siècle avec Gropius qui utilise l'acier, le béton et le verre avec une sobriété classique et un sens des proportions assez poussé. De Wright qui a le sens de la recherche des volumes mais qui ignore l'urbanisme et l'environnement, de le Corbusier qui reste un très grand architecte en ce qui concerne l'approfondissement des formes simples (angle droit, restangles, cubes, cylindres), la rénovation du logis en tant que « machine à habiter », l'adaptation des structures archaïques des villes aux exigences de la vie moderne, d'Oscar Niemeyer, architecte brésilien qui a le souci de la recherche de l'harmonie, de l'élégance, de la légèreté, de la beauté, de la création. C'est la pureté formelle de Mies Van der Rohe qui rend possible, grâce à ses solutions techniques éprouvées et à son sens très prononcé des proportions et des détails, la réalisation de très belles œuvres architecturales. Rien n'est perdu, c'est l'homme qui forge son destin.

Je conclurai par la déclaration de Minoru Yamasaki, à la pointe de l'architecture de lumière, « Pourquoi sacrifier aux apparences ? Je préfère une structure évidente, très simple, mais aussi élégante que possible, c'est cela que je dois à l'âme japonaise ».

Que devient l'esprit occidental ?

*JEAN FUSEAU*

Fritz BRUNNER.

*Problèmes de la presse en Allemagne :*

## La Gauche contre la Presse libre

Le populaire slogan de la gauche estudiantine lors de sa campagne contre les éditions *Axel Springer*, à la fin des années soixante-dix (campagne qui, rappelons-le, marqua le début de la révolte étudiante), était : « Springer, rognons-lui les ongles ! ».

La propagande agita alors à de nombreuses reprises l'épouvantail de la domination absolue de l'opinion publique par un trust de l'édition. La perte de la liberté de pensée — (garantie par la Constitution) — servit de prétexte à l'agitation et la dépossession de Springer apparut comme le dernier mot de la sagesse.

En réalité, dans toute cette campagne haineuse qui vit la première apparition du terrorisme activiste, il s'agissait bien moins de défendre la liberté de pensée que de mener une attaque en règle et largement orchestrée par la gauche, contre une maison d'édition qui lui était hostile.

La campagne contre le trust Springer, qui donna lieu à des excès brutaux et qui fut menée avec le bienveillant soutien des politiciens socialistes et libéraux de RFA, est depuis longtemps entrée dans l'histoire, mais la tendance à la concentration qui animait la presse allemande ne fut, elle, nullement stoppée !

Chemin faisant, l'opinion s'était doucement habituée à ce que dans l'ombre de villes et de zones rurales il n'existât plus, désormais, qu'un seul journal jouissant en fait d'une véritable situation de monopole et que le marché soit dominé, à l'échelon national, par un petit nombre de géants des mass-médias.

### *DIMINUTION DU NOMBRE DES REDACTIONS INDEPENDANTES*

Les conséquences de cette évolution, faciles à saisir, sont bien différentes de celles dont fait état la presse de gauche. Une statistique concernant les quotidiens illustrera notre propos.

Il paraît actuellement en RFA 121 quotidiens indépendants possédant leurs propres services politiques et dénommés « unités de mass-médias » (Publizistische Einheiten).

Rappelons que les premiers journaux parus en 1949 sous licence des troupes d'occupation étaient au nombre de 137, qui devait par la suite s'élever progressivement, par suite de créations et de reparutions d'anciens titres jusqu'au total de 225 en 1954.

Mais depuis cette date, ce nombre est en diminution constante : cela tient essentiellement à la tendances des directions à réduire leurs rédactions pour pouvoir faire face aux coûts, sans cesse croissants, de l'impression.

Ainsi, donc, la plupart des feuilles locales et régionales reçoivent leurs informations de rédactions centrales. Et pourtant, en dépit du nombre décroissant des journaux indépendants, le tirage total a augmenté de 42 % depuis 1954, passant grosso modo de 13 à 19 millions, le tirage moyen par « unité de mass-média » progressant fortement de 58000 en 1954 à 158000 en 1976.

Ajoutons que le processus de concentration de la presse s'est accéléré : au cours des cinq dernières années, le nombre des « médias-unités » est tombé de 135 à 121, et ainsi, peu à peu, le nombre des feuilles indépendantes diminue au profit des grandes entreprises de presse.

*LES GEANTS DE L'EDITION ET LE S. P. D.*  
(Parti Socialiste Allemand)

C'est en toute tranquillité et presque sans que le public s'en soit aperçu que la maison *Bertelsmann de Gütersloh* (RFA), connue jusqu'à une date toute récente presque exclusivement par son département « livres » a su devenir *Le plus grand trust européen de mass-média*, avec un chiffre d'affaires dépassant les deux milliards de marks. (Appartiennent également au trust Bertelsmann les Editions « Grüner Jahr Verlag », qui éditent des titres d'un excellent rapport comme « *Stern* », « *Brigitte* », « *Gong* », « *Eltern* » et « *Capital* »).

Signalons l'existence d'un second géant de la presse : les éditions W. A. Z. (*Westdeutsche Allgemeine Zeitung*), qui dominant le marché des quotidiens de la Ruhr.

Il est hautement significatif que ces deux géants soient devenus les porte-parole du SPD. Tous deux apportent à la coalition socialo-libérale une aide appréciable, et l'on sait que Nannen, rédacteur en chef de *Stern*, est un des plus fidèles soutiens de la coalition. La WAZ est, elle, tantôt FDP (libérale), tantôt carrément socialiste !

Ainsi donc, la concentration de la presse n'est donc mauvaise que lorsqu'il s'agit de la presse... de droite (par exemple Springer), ou de maisons qui cherchent à contrer la toute-puissante influence de la radio et de la télévision tout en combattant la politique du gouvernement socialo-libéral !

*RADIO ET TELEVISION*

Le fait que, dans la plupart des villes et des bourgs, le lecteur ne puisse disposer que d'une feuille locale n'a absolument rien d'alarmant.

Le reproche d'une monopolisation de l'opinion publique est une simple affaire de propagande mise sur pied par la gauche afin de conférer à ses thèses en matière de mass-médias une crédibilité accrue !

Tous les sondages effectués jusqu'à ce jour ont largement démontré que c'est justement en matière politique et formation de l'opinion que radio et télévision occupent la première place, et de loin, constituant des sources d'informations qui ont toute la confiance du public.

La « Maffia de Gauche » tenant en main ce monopole, il faut donc se féliciter de la multiplicité des sources d'information, et l'on ne peut que se montrer satisfait de la fonction de régulation du marché qu'exercent les feuilles bourgeoises et libérales.

Le secteur des quotidiens d'audience supra-nationale offre encore un choix suffisant entre les différents courants de pensée.

A celui qui refuse la « *Suddeutsche Zeitung* » ou la « *Frankfurter Rundschau* », il reste encore la « *Frankfurter Allgemeine Zeitung* » (F. A. Z.) ou « *Die Welt* ».

Le secteur des périodiques, par contre, semble bien plus mal en point. « *Der Spiegel* » et « *Stern* » y occupent la première place et les rares revues et magazines de tendance contraire n'arrivent qu'à grand peine à s'imposer bien modestement sur le marché.

### A L'ASSAUT DE LA PRESSE LIBRE !

Les larmes de crocodiles répandues par la gauche en matière de médias répondent uniquement à des considérations tactiques. Ayant su, par une habile progression, infiltrer d'abord — et occuper ensuite — les grands médias, il reste encore à la Gauche, pour parachever son œuvre, à imposer sa domination aux maisons d'édition privée qui lui échappent.

La méthode pour y parvenir est une combinaison de diffamation et de pression politique. C'est ainsi que le célèbre « *Helferhandbuch der CDU/CSU* » (« Les complices de la CDU/CSU »), ouvrage édité peu avant la campagne

électorale par les instances suprêmes de la SPD, présentait toute la presse allemande comme réactionnaire et d'extrême-droite.

Citons textuellement : « La presse indépendante privée de RFA est dans son écrasante majorité de tendance conservatrice.

« Il lui arrive à de nombreuses reprises, lors des périodes électorales, de jeter le masque de la neutralité et de l'indépendance pour appuyer plus ou moins ouvertement la CDU/CSU. »

Cette attitude soi-disant hostile à la gauche et aux socio-démocrates est manifestement insupportable à la coalition au pouvoir ! Tant qu'existera une presse privée et indépendante, le monopole des « forces de progrès » ne sera pas total.

Après avoir, par sa propre incapacité et son propre dilettantisme ruiné l'empire de presse autrefois florissant qui était le sien, la SPD cherche, par le truchement de la législation et en usant de son influence, à mettre la main sur les entreprises bourgeoises de presse.

Ce but ne pouvant être directement atteint, force est donc d'utiliser des voies obliques d'où tout un arsenal de textes et de règlements (statut des rédactions, cogestion du personnel technique, sans oublier diverses dispositions sur la responsabilité des périodiques). Si jamais la Gauche parvient par ce biais à contrôler la presse libre, le dernier organe régulateur du marché sautera, laissant le champ libre à un quatrième pouvoir totalement inféodé à la Gauche, qui s'en donnera à cœur joie à manipuler les esprits.

La liberté de pensée en RFA aura vécu.

(Extrait de *Nation-Europa*, N° 11 - Nov. 76).



## Mark TWAIN, écrivain ou symbole ?

Les Américains ont toujours aimé le type d'homme aux origines modestes, sans formation intellectuelle de base et qui devient quelqu'un, le « self made man » classique du genre Abraham Lincoln, par exemple. On a pu leur reprocher, à juste raison, d'étendre cette admiration pour l'homme qui se fait lui-même, à des cas peu recommandables — gangsters, politiciens ou hommes d'affaires — dont l'existence avait commencé modestement pour s'achever à la tête d'un véritable empire basé sur le dollar-roi, en ne considérant que le but atteint sans voir les moyens employés pour l'atteindre. Cette forme d'admiration un peu naïve pour la réussite matérielle — qu'il ne faut pas confondre avec le matérialisme idéologique — est une dominante dans ce pays dont l'essor fabuleux ne demanda que quelques décennies pour s'accomplir au siècle dernier ; les Etats-Unis, dans ce domaine, restent un cas unique, et il est normal que les Américains en ressentent de la fierté, même si cette fierté, parfois, englobe, nous l'avons dit, des exemples peu édifiants.

Parmi l'imposante galerie des « supermen » dûment enregistrés outre-Atlantique, il est un personnage qui mérite, autant que Lincoln, cette faveur populaire : il s'agit de Samuel Clemens — Mark Twain en littérature. L'auteur de « Tom Sawyer », que l'on considère à tort — comme Andersen, comme J. London — uniquement en tant qu'écrivain pour enfants, est une sorte de symbole représentant l'histoire agitée des Etats-Unis de la fin du 19ème siècle.

Né dans l'Etat du Missouri, un Etat-frontière situé, à l'époque — 1835 — sur la route de l'Ouest, placé géographiquement entre le Nord et le Sud, Mark Twain fera tous les métiers possibles, entre autres : pilote de vapeurs sur le Mississipi, pionnier, chercheur d'or, journalier et journa-

liste, etc... ; soldat dans l'armée sudiste pendant la Guerre de Sécession, il sera, malgré cet engagement, assez favorable aux idées du Nord mais sans partager celles des extrémistes « radicaux » ; autrement dit, le type de l'Américain idéal qu'aucun parti ne peut totalement revendiquer comme étant sien et qui, comme couronnement, achèvera sa riche existence en Nouvelle-Angleterre, accepté par l'aristocratie puritaine locale et homme d'affaires très avisé.

Possédant de grandes qualités de cœur, d'esprit, de courage — physique et moral —, patriote et businessman, M. Twain devint légendaire dans un pays qui, viscéralement pourrions-nous dire, ressentait le besoin aigu de se créer une Histoire et des personnages pour l'animer. On ne saurait aborder un sujet historique américain sans tenir compte de cela ; entre 1799 et 1900, en effet, soit en un siècle de temps, les Américains durent non seulement bâtir une nation en partant de rien, et, pour la très grande majorité d'entre eux, devenir effectivement des Américains (car émigrants de fraîche date), mais il leur fallut aussi rattraper le retard historique qu'ils avaient sur les vieilles nations européennes en l'atténuant à coups de personnages légendaires, de mythes, dont l'avenir immédiat s'inspirerait grâce au truchement de leur puissance matérielle.

Littérairement parlant, Mark Twain fut — et demeure — un homme de l'Ouest — ou de la frontière — très éloigné du genre puritain de l'Est, et qui ne corrigea que fort tard ses enthousiasmes et sa langue afin de faciliter son intégration dans le monde très fermé — très « snob » selon la définition de Thackeray — de Boston et alentours, intégration placée, d'ailleurs, sous les auspices d'un mariage avec la très digne et très froide Olivia Langton, fille, à tous les points de vue, de la Nouvelle-Angleterre.

On ne saurait affirmer — comme d'autres l'ont fait — que Mark Twain fut véritablement un grand écrivain, au sens strict du terme, surtout si on le compare aux grands comme Edgar Poe ou Nathaniel Hawthorne, par exemple, et qui demeurent les plus grands. Son originalité provient du fait qu'il fut le premier, chronologiquement, des écrivains

de l'Ouest, et dont la notoriété résista à la disparition de la Frontière quand celle-ci n'exista plus, une fois le Pacifique atteint. Il fut également soutenu par le public de l'Ouest, célèbre depuis quelque temps à San Francisco, alors que Boston l'ignorait encore, et Boston était, et est encore, la capitale intellectuelle des Etats-Unis. On peut donc dire que M. Twain est indiscutablement un pur produit de l'Ouest, c'est-à-dire dans le contexte du temps, un écrivain d'une autre « race » parce que venu d'ailleurs. L'Est aristocratique et jaloux de ses prérogatives, ne pouvait laisser les « sauvages » de la Frontière susciter une concurrence dans un domaine comme celui de la littérature, et c'est ainsi que le fils du peuple Samuel Clemens, fut reconnu comme écrivain dans l'Est ; après la gloire populaire, il allait connaître la gloire académique.

Les thuriféraires de M. Twain mettent probablement beaucoup de malice quand ils insistent sur le fait qu'à la suite de cette reconnaissance bostonienne de leur héros, Oxford, oui Oxford elle-même — England — en fit un « master of arts » ! Ce qui démontre que le chemin parcouru par l'ancien pilote de vapeurs sur le Mississippi est considérable, et en parfaite conformité avec l'ascension de la nation elle-même, ascension due, pour une très grande part, à la conquête de l'Ouest. Il y a également chez ces « twainiens » un indice de moquerie pour les préjugés et les routines de la vieille Europe, dont les puritains étaient l'émanation la plus directe en Amérique.

Ce qui a survécu de l'œuvre de Mark Twain, aujourd'hui, se résume à « Tom Sawyer », aux « Aventures d'Huckleberry Finn » ainsi qu'à l'ouvrage qui, peut-être, est le plus solidement ancré pour résister aux outrages du temps, « Life on the Mississippi ». Le reste, c'est-à-dire « Les Innocents à l'étranger », « A la dure », « Le Prince et le Pauvre », l'illisible « Jeanne d'Arc » et la charge anti-européenne, gouailleuse et facile, « Un Yankee à la Cour du Roi Arthur » n'est plus lu, à notre époque, que dans certaines écoles américaines ou au sein de certaines familles conservatrices du « Midwest ».

« La vie sur le Mississipi » est un recueil d'expériences et d'anecdotes qui passionne toujours l'amateur de bonnes histoires contées rondement, savoureuses et malicieuses à souhait, ainsi que le lecteur intéressé par les mœurs d'un autre temps, ce qui vaut mieux, en tout état de cause, que de lire d'autres chroniqueurs qui n'ont ni le bon sens ni la verve de M. Twain. « Tom Sawyer » et « Huck Finn » sont, eux aussi, inspirés de la jeunesse de l'auteur, deux romans, dont le premier — et le plus connu — est le moins bon, le second pouvant être considéré comme un petit chef-d'œuvre dans lequel Twain s'élève — enfin — au niveau de l'humour et de la sensibilité en sachant se dégager des contingences de la raillerie — assez vulgaire — dont il fait montre par ailleurs. Des critiques influents ont écrit que « Huck Finn » pouvait soutenir la comparaison avec « Tom Jones », le maître-ouvrage de Fielding, appréciation qui nous semble excessive même si « Huck Finn » est bien, dans le genre, quelque chose d'approchant ; seulement chez Twain il y a le talent, alors que chez Fielding, il y a le génie.

Ce sont d'autres critiques — ceux de l'autre bord — qui ont attaqué Mark Twain dans un procès d'intentions, en lui « reprochant » d'avoir été, au travers de ses écrits, l'inventeur du réalisme américain en matière littéraire, « école » — quelle absurde définition ! — qui donnera aux lettres d'outre-Atlantique J. London, Upton Sinclair, T. Dreiser, Sinclair Lewis, W. Faulkner, J. Dos Passos, J. Steinbeck et la « coqueluche » de l'intelligentsia, Ernest Hemingway. Que ces censeurs préfèrent, et c'est bien leur droit, le genre plus esthétique et moins désordonné (moins romartique également) d'un Henry James ou du grand Hawthorne — les deux genres n'étant pas inconciliables — ce n'est pas une raison pour opposer en toutes circonstances ceux que l'on appelle les « muckrackers » (litt. « fouille-m... ) bien improprement, au monde plus léché, plus précieux, des écrivains de la côte Est. On a pu assimiler U. Sinclair et J. London à des socialistes (à l'époque, quel scandale !) et J. Steinbeck à un crypto-communiste, ce qui n'empêche nullement que des ouvrages comme « Martin Eden » ou « Des souris et des hommes » sont des œuvres littéraires d'une

portée indéniable. Ces « muckrackers » représentent un réalisme cru et sans — presque — de retenue quant à l'expression ou encore un « actualisme » qui est plus proche du journalisme de qualité que du travail purement littéraire. On peut en tirer des œuvres comme « Babbit » et « Main Street » pour Sinclair Lewis, « Manhattan Transfer » pour Dos Passos, éventuellement « Lumière d'Août » pour Faulkner et « Le vieil homme et la mer » pour Hemingway. Quant au « boom » provoqué par « Une Tragédie américaine » de T. Dreiser dans les années 50 en Europe, disons charitablement que les fusées étaient mouillées et que le feu d'artifices attendu a dû être remis... sine die. Le plus important, à notre avis, et au-delà des qualités et des défauts des « fils » de M. Twain, est que ces écrivains représentent, chacun, une portion du territoire américain, mettant ainsi en échec la théorie qui voudrait que, seuls, l'extrême-Est et l'extrême-Ouest soient capables de faire naître romanciers et poètes.

Immortalisé, fixé dans la pierre comme Washington, Franklin, Lincoln et Davy Crockett, Marc Twain est devenu autre chose — et non « un peu plus » — qu'un écrivain ; il a pris visage de symbole dans un pays où les pèlerinages et les anniversaires à dates fixes sont autant d'institutions nationales. Est-ce un bien, ou est-ce un mal ? L'important reste que derrière cette espèce de façade publique, ce qu'il y a de meilleur chez un écrivain puisse survivre, c'est-à-dire ses ouvrages, car mieux qu'une figure de pierre ou qu'une statue pour square, quelques pages imprimées et marquées du sceau du talent, font plus pour l'homme que toutes les commémorations du monde, si officielles puissent-elles être.

Michel PELTIER.

## Homage à Claude ELSEN

Les lecteurs de « Défense de l'Occident » n'ont pas oublié les premiers numéros de la « Nouvelle Série » où le critique littéraire Claude Elsen fit paraître de nombreux articles et études diverses tout à fait remarquables (G. « Les Paradoxes du nihilisme » D. O. n° 13).

En souvenir de C. E. brutalement disparu à 62 ans au début de l'année 1975, on trouvera ci-après un texte retrouvé qu'il écrivit en 1954 pour *Dimanche-Matin* intitulé « Drieu vivant ».

Né en Belgique, Claude Elsen, après avoir participé très jeune au mouvement surréaliste de l'entre-deux-guerres, se lia avec Drieu La Rochelle dont l'ouvrage « Socialisme Fasciste » exerça une influence sur l'évolution de sa pensée.

Journaliste et essayiste, ayant publié plusieurs essais en Belgique pendant et avant la guerre, il accepta courageusement les fonctions de rédacteur en chef en 1943-44 de l'hebdomadaire « Cassandre », le « frère cadet » belge de « Je suis Partout ».

Cet esprit honnête, européen résolu, fut contraint par les « événements » de se réfugier à la fin de la guerre, en Allemagne, fuyant l'arbitraire de « l'épuration ».

Condamné à mort par contumace et privé de sa nationalité, il put, avec l'aide d'amis devenir, tel Jean Paulhan, recommencer en France une carrière littéraire, alors qu'avec beaucoup d'autres, la tragédie de l'époque avait fait de ce réprouvé un clandestin.

C'est alors qu'il emprunta le pseudonyme de Claude Elsen.

Cet ami disparu, passionné de cinéma — Rebatet disait de lui que c'était la plus belle mémoire cinématographique qu'il connaissait — traducteur de nombreux ouvrages anglo-

saxons — après avoir collaboré aux principales revues et hebdomadaires littéraires de l'après-guerre, tint pour les « *Ecrits de Paris* » une chronique régulière pendant 20 ans.

Il publie en 1953 un essai chez Gallimard « *Homo Eroticus* », qui fut par la suite absolument pillé — et chez Stock en 1974 « *J'ai choisi les animaux* » mi-essai, mi-journal, très curieux petit livre qui témoigne d'un être sensible.

La somme des inédits que laisse Claude Elsen est considérable. Epistolier prolix, il correspondait avec quelques unes des meilleurs têtes de notre temps, de Jacques Chardonne à Robert Poulet, son ami de toujours.

Il est souhaitable que plusieurs ouvrages inédits, que l'auteur ne se pressait pas de publier, insensible à toute marque de vanité littéraire, rédigés dans une forme parfaite, soient connus du public. On se rendrait mieux compte ainsi de la qualité de cet écrivain dont Jean Paulhan disait qu'il ne connaissait pas « d'esprit plus clair ni de style mieux ajusté à la pensée ».

Jean-Pierre DE GUIBERT

## DRIEU VIVANT

*L'IMPORTANCE d'un écrivain, sa vraie grandeur ne se mesurent pas au nombre des « disciples » que, vivant ou mort, il suscite. Sartre a des disciples. Drieu, non. Ce solitaire l'est resté dans la mort, n'a pas fait souche, littérairement parlant. Si je parle de lui, c'est en songeant à l'embaras d'un mien ami, qui, chargé par son journal d'enquêter sur l'influence de Drieu sur les jeunes écrivains d'aujourd'hui, de reconnaître parmi eux ses éventuels « continuateurs », me disait l'autre jour sa perplexité...*

*Parmi les « jeunes », on en voit bien à qui Le Chef ou Le Français d'Europe ont donné ou laissé comme une nostalgie rétrospective de ce « socialisme fasciste » dont rêva Drieu, et à quoi lui-même cessa de croire dès 1943, assez*

lucide pour n'avoir pas mis quatre ans à comprendre qu'il servait une cause perdue, c'est-à-dire une mauvaise cause, car chacun sait qu'il n'est en ce domaine de causes justes que les causes victorieuses... Mais en Drieu, à côté de l'écrivain politique (l'un des rares, le dernier peut-être, qui n'ait pas sacrifié à la politique son intégrité spirituelle), il y avait aussi l'écrivain tout court — un écrivain solitaire, qui ne faisait pas carrière de la littérature, ne briguaît ni les honneurs faciles ni les succès tapageurs (et éphémères), qui n'écrivait pas en fonction d'une « clientèle », qui ne pensait pas à cent mille possibles lecteurs mais au lecteur, ami ou inconnu, qui reconnaîtrait dans ses livres comme un écho de ses propres pensées. Ce lecteur fraternel de Drieu, il existe encore, en 1954. Je sais un certain nombre de jeunes hommes qui, alors qu'il est devenu presque impossible de trouver les livres de Drieu (au fait, pourquoi ne les réimprime-t-on pas ?) et que des héritiers abusifs s'opposent à ce que soient connus l'admirable *Récit secret* et les inédits que Drieu a laissés (1), sont toujours pour lui ces « amis inconnus » à qui il s'adressait. Et cette amitié secrète qui les lie à lui, elle est tellement plus sûre, tellement plus précieuse, d'un prix tellement plus rare que l'« épigonisme » balbutiant d'un demi-quarteron de sous-Sartre et de pseudo-Camus !

L'ami dont je parlais demandait à Jacques Chardonne « comment était Drieu ». Et l'auteur de *Chimériques* de répondre : « Drieu ? Il se taisait... » Oui, Drieu se taisait. Il n'était pas de cette race nocive de bavards qui encombre, qui envahit la littérature. Je l'ai connu un peu, trop peu, il y a quelque vingt ans. Je n'ai pas oublié sa longue silhouette indolente, son faux détachement, cette incomparable simplicité qui le faisait perdre une soirée avec un très jeune homme inconnu avide de le connaître — et ce n'était pas lui qui parlait le plus, et ce n'était pas de lui qu'il parlait le plus volontiers... Aujourd'hui, je relis ses livres, depuis ce Feu

---

(1) Depuis 1954 les éditions Gallimard ont publiées les inédits suivants : en 1961 « *Récit Secret* » suivie de « *Journal 1944-1945* » en 1964 « *Les Chiens de Paille* » - « *Histoires Déplaisantes* » - « *Sur les Ecrivains* », en 1966 « *Mémoires de Dirk Raspe* ».



Follet qui fut notre Confession d'un enfant du siècle, jusqu'au Français d'Europe, d'un si amer prophétisme, et au Récit secret, où s'inscrit la confiance de notre propre « détachement »...

Non, Drieu ne « s'éloigne » pas, comme disait Montherlant, de Barrès, comme déjà s'éloigne Gide — pour ne point parler des pseudo-vivants... La cause, les causes qu'un jour a voulu servir Drieu sont mortes. Lui reste. Parmi nous. Proche de nous. Qui ne sommes point ses « disciples » (qu'en a-t-il besoin ?), mais ses amis...

Dimanche-Matin - 1954.

Claude ELSEN.

## **LES NOUVEAUX CATHOLIQUES**

### **Une nouvelle pièce au dossier de « L'Expression Corporelle »**

*Sous ce titre, La Pensée Catholique, revue mensuelle dirigée par l'abbé Luc J. Lefèvre, publie un pittoresque rapport, qui n'étonnera pas trop nos lecteurs, sur les nouvelles méthodes recommandées et employées dans l'Eglise « ouverte au monde ».*

*Cette étude est présentée ainsi par la rédaction de la Pensée Catholique : « Depuis la parution, aux éditions du Cèdre, du livre Un nouveau piège de la subversion : « L'expression corporelle » de Dominique François, préfacé par le R. P. Lelong, o. p., une nouvelle pièce est venue s'ajouter au dossier (déjà lourd) de cette entreprise de dénaturation de l'individu, en pleine expansion dans l'« Eglise de France ».*

*Il s'agit d'un ouvrage qui vient de paraître et dont l'auteur est l'abbé Jean Le Du.*

*Précisons que l'abbé Le Du, « Directeur de recherche au Monde Scolaire et Universitaire », anime des stages d'expression corporelle ; que ces stages sont agréés au titre de la formation permanente pour les éducateurs catholiques ; et que plusieurs de ses écrits sont publiés par la Direction de l'Enseignement Religieux du diocèse de Paris, par l'Institut Supérieur de Pastorale Catéchétique, par la revue Approches et par la revue Catéchèse. »*

*Dans son ouvrage *Le corps parlé — Essai sur l'expression corporelle analytique*, l'abbé Le Du présente une « analyse des pratiques » utilisées dans les stages de formation qu'il anime. Parmi de longues considérations théologiques, il apporte un certain nombre de précisions concrètes sur le déroulement des exercices ou « jeux » pratiqués dans ces stages et les « comportements » des participants.*

Les quelques extraits qui suivent permettront d'entrevoir l'univers dans lequel évoluent les éducateurs catholiques pendant ces journées de rééducation.

*Le fauteuil à trois.*

« Soit un exercice relativement simple dont la consigne est celle-ci :

« Vous vous constituez en sous-groupe de trois. A l'intérieur de ce sous-groupe, vous fonctionnez à tour de rôle. Chacun d'entre vous dispose du corps des deux autres à titre de matériau (...). A l'aide de ce matériau, il tente de se confectionner un siège aussi confortable que possible, selon ses goûts. Il essaie, corrige, réessaie. Après quoi, on permute. L'exercice comporte donc la confection de trois sièges. »

Dans cet exercice, l'animateur va déceler « *les désirs et les craintes de chacun.* »

Par exemple : « Un tel rassemblera deux ventres de femmes et s'allongera pour en faire un oreiller. Et la situation semble tellement satisfaisante pour les trois que l'on jugera inutile de permuter les positions : l'aise entre le siège et le siègeant est réversible. » (p. 47).

Par contre, d'autres manifesteront des « craintes » dans leur manière de répondre à la consigne : ceux-là révèlent « *un discours défensif* ».

Chaque exercice est en effet suivi d'une discussion où le comportement de chaque participant est passé au crible de « l'analyse ». « Nos présupposés dit l'abbé Le Du, sont *d'ordre psychanalytique* » (p. 16). Tout refus, résistance, voire simple réticence à obéir aux consignes de l'animateur, étant la marque d'un « discours défensif », se retourne automatiquement contre celui qui résiste, — comme en psychanalyse. Si l'on résiste, c'est justement la preuve que l'on doit vaincre ses résistances. Il n'y a pas moyen d'échapper.

*Le magma.*

« Le « magma » se caractérise par l'ampleur des sur-

faces du corps entrant en contact avec d'autres corps. Il ne s'agit plus de toucher ou de caresser un visage avec la main, ce visage demeurant objet, mais d'accéder, par le plus de surface possible, à la plus grande surface possible du corps d'autrui. Dans ce jeu, « il semble que tout s'organise dans *une sorte d'orgasme collectif* ».

L'abbé Le Du dresse un inventaire des comportements des participants.

« Un certain nombre de participants, dès que la « mayonnaise » commence à prendre sous leurs yeux, semblent éprouver une grande angoisse. »

Les uns « se figent », les autres se précipitent dans le magma : l'un et l'autre cas « relèvent souvent de la même anxiété. »

D'autres participent au magma avec une grande violence, « *vociférant avec rage* ».

D'autres « éprouvent un vif plaisir à évoluer lentement *dans ce nœud de couleuvres glissant doucement les unes sur les autres.* »

Parfois, un participant, à qui cette évolution du « tas » devient intolérable, *s'en échappe en hurlant* (p. 106 à 108) ».

### *Gladiateurs.*

« Toute situation de formation déclenche des phénomènes de rivalité », énonce l'abbé Le Du.

Mais tandis que dans « la simple dynamique de groupe », on s'en tient « à la parole », l'expression corporelle, elle, offre aux rivalités et aux conflits... « une autre dimension ! ».

L'abbé Le Du donne un exemple. Il s'agit de « deux jeunes hommes » qui, au cours d'un jeu des « aveugles » de 45 minutes, ont préalablement commencé à « se mesurer » :

« Un autre exercice. On cherche à accueillir dans la salle l'un des membres du groupe qui figure l'étranger entrant à l'improviste dans une pièce occupée. La même rencontre a lieu entre ces deux hommes. Ils se serrent la main

(la parole est toujours proscrite), miment quelque chose d'assez peu identifiable, en forme de geste d'accueil. *Et puis soudain, ça claque.* L'espace de 7 à 8 secondes, *avec une violence inimaginable, ça cogne.* Arrêt brutal. A bout de souffle, effrayés, estomaqués de ce qui vient de les envahir. A la pause, ils diront : « Et pourtant, on s'aime bien, on n'y comprend rien (p. 65-66). »

### *Le jeu de l'Himalaya.*

« On organise le « jeu de l'Himalaya ». *La consigne* en est la suivante :

« Notre groupe, à l'exclusion de toute personne étrangère, organise un voyage en avion. A la suite d'un accident, nous voilà pris dans les neiges de l'Himalaya et coupés de tout ravitaillement pendant de nombreux mois. Chacun d'entre nous *choisit deux personnes du groupe qu'il aimerait manger* plutôt que d'autres ; et il choisit dans leur corps, *les parties qu'il aimerait prélever* plutôt que d'autres. »

« On prend cinq minutes pour réfléchir à cette double question et on se communique les réponses.

« La disparité des positions éclate dès le début de *cette mise en commun éprouvante.* (D'abord il s'avère que les hommes choisissent soit un homme et une femme, soit deux femmes, très rarement deux hommes. Les femmes choisissent soit un homme et une femme, soit aussi deux femmes, très rarement deux hommes. Un premier niveau d'*explication des positions personnelles* se déploie sur cette base).

« Mais surtout les réactions, les plus souvent violentes, sont fort diverses.

« Les uns se refusent même à envisager la question, qu'ils jugent intolérable, inadmissible, impensable. *L'esprit bloqué refuse de fonctionner,* tout simplement. »

Il est impossible de citer intégralement ici la suite du texte de l'abbé Le Du, avec les obscénités qui l'émaillent. Les extraits édulcorés qui suivent n'en donneront qu'une faible idée.

« D'autres, pour tourner la confrontation, n'acceptent pas de tuer et de manger autrui ; ils préfèrent se laisser mourir et se laisser manger. Ce sont surtout les femmes (...).

« D'autres, pour éviter le meurtre de leurs semblables, tentent de prélever simplement un bras une jambe : « Comme ça, il pourra encore vivre... et puis, ce sont des parties nobles du corps »... Un silence suit cette déclaration, méditation du groupe sur les « parties ignobles »...

« Peu choisissent les organes internes, à l'exception du sang, « transformé en boudin et grillé au kérosène... »

« Certains se basent sur les critères utilitaires et déploient beaucoup d'ingéniosité pour la préparation culinaire d'une épaule (...). D'autres délirent sur la joie de déguster une bonne entrecôte de jeune femme...

« Par contre, certains aimeraient tuer sans manger. « Je lui couperais la tête (comme ça, il est mort) mais je la ferais réduire, comme les Indiens de l'Amazonie, et je la placerais parmi mes livres, dans mon bureau. »

« D'autres déchaînent une agressivité bien précise à l'égard d'un tel ou d'un tel.

« Certains décollent délicatement certaines parties du visage, extraient la cervelle avec un luxe de précautions étonnant et se livrent à une préparation culinaire raffinée.

« D'autres privilégient visiblement les parties érogènes du corps, refaisant, dans leur menu à la carte, la carte du tendre de leurs jeux érotiques familiers : (...). »

A propos de ceux qui « mangeront » les jeunes (« c'est plus tendre, plus charnu, plus facile à cuire »), l'abbé Le Du note au passage qu'il y a des « rires nerveux ».

« Personne n'envisage de manger l'animateur (pp. 57 à 59). »

### *Le miroir.*

Il s'agit d'un exercice où un participant doit se tenir debout, face au groupe assis, dans le silence, fixer les gens, puis, à la fin, dire son nom.

Cet exercice « est généralement vécu *dans une grande tension.* »

« Dire son nom, dans ce cadre, semble ne pas aller de soi. » « Assez fréquemment, au moment de dire son nom, le participant modifie sa posture », et même, « son corps se met à osciller *jusqu'à perdre l'équilibre en arrière* ». « Dans certaines occasions, le nom « ne sort pas » ; le sujet articule, tout le monde le voit bien, *mais le son ne vient pas.* »

Ce n'est pas tout. Et l'abbé Le Du expose la suite de ses observations cliniques :

« Enfin, il nous est arrivé, quelquefois, d'observer un comportement plus étrange. Lorsque le nom ne vient pas — ou lorsque, dans sa posture, le sujet manifeste un tic particulièrement marquant, ou quand un membre semble paralysé, il nous arrive de placer le sujet *devant un miroir à pied*, miroir réel cette fois, dans lequel il peut se voir en totalité et voir aussi *l'animateur derrière lui*. Toujours dans le contexte du nom à « produire », l'animateur sollicite le sujet par une question en relation avec la difficulté observée. Du genre : « Tout ce que tu vois là, c'est à toi ? »

« Or, il nous est arrivé de trouver des sujets *qui, dans le miroir, ne voient rien.* « *C'est tout noir* »... ou même qui s'évanouissent (p. 78-79). »

\*  
\*\*

Que faudra-t-il de plus pour que les autorités, enfin, commencent à s'émouvoir ?

Dominique FRANÇOIS.

*JOSE ANTONIO PRIMO DE RIVERA.*

# Le dernier manifeste de José Antonio

Un groupe d'Espagnols, les uns soldats et les autres civils, ne veut pas assister à la dissolution totale de la Patrie. Il se dresse aujourd'hui contre le gouvernement traître, inepte, cruel et injuste qui l'a conduit à la ruine.

Nous avons supporté cinq mois d'opprobe. Une espèce de bande factieuse s'est emparée du Pouvoir. Depuis, il n'y a pas une heure tranquille, ni de lieu respectable, ni de travail sûr, ni de vie protégée. Alors qu'une collection d'énergumènes vocifère — dans l'incapacité de travailler — au Congrès, les maisons sont profanées par la police (quand elles ne sont pas incendiées par la foule), les églises mises à sac, les honnêtes gens jetés en prison par caprice pour un temps illimité. La loi utilise deux poids inégaux : l'un pour ceux qui appartiennent au Front Populaire, l'autre pour ceux qui n'y militent pas ; l'Armée, la Marine, la Police sont minées par les agents de Moscou, ennemis jurés de la civilisation espagnole ; une presse indigne empoisonne la conscience populaire et cultive toutes les plus viles passions, de la haine à l'impudeur ; il n'y a pas de village ou de maison qui ne se trouvent convertis en un enfer de rancœurs : on stimule les mouvements séparatistes ; la faim augmente, et, comme s'il manquait quelque chose pour que le spectacle atteigne sa dernière qualité ténébreuse, des agents du gouvernement ont assassiné à Madrid un illustre Espagnol, confiant dans l'honneur et la fonction publique de ceux qui le conduisaient. La vile férocité de ce dernier exploit n'a pas son équivalent dans l'Europe moderne et peut se comparer aux pages les plus sombres de la Tchéka russe.



Tel est le spectacle de notre Patrie à l'heure légitime où la conjoncture mondiale l'appelle à accomplir à nouveau un grand destin. Les valeurs fondamentales de la civilisation espagnole retrouvent, après des siècles d'éclipse, leur antique autorité, tandis que d'autres peuples, qui mirent leur foi dans un progrès matériel fictif, voient décliner à chaque minute leur étoile. Devant notre vieille Espagne missionnaire et militaire, paysanne et marinière, s'ouvrent des chemins splendides. Il ne dépend que de nous, Espagnols, que nous les parcourions. Que nous soyons unis et en paix, nos âmes et nos corps tendus dans un commun effort pour construire une grande Patrie. Une grande Patrie pour tous, non pour un groupe de privilégiés. Une Patrie grande, unie, libre, respectée et prospère. Pour lutter pour elle, nous rompons aujourd'hui ouvertement avec les forces ennemies qui la séquestrent. Notre révolte est un acte de service à la cause espagnole.

Si nous aspirions à remplacer un parti par un autre, une tyrannie par une autre, le courage — gage des âmes pures —, pour courir le risque de cette décision suprême, nous ferait défaut. Il n'y aurait pas non plus parmi nous des hommes portant les uniformes glorieux de l'Armée, de la Marine, de l'Aviation, de la Gendarmerie. Ils savent eux que leurs armes ne peuvent être mises au service d'une bande, mais à celui de la permanence de l'Espagne, sur laquelle pèse la menace. Notre victoire ne sera pas celle d'un groupe réactionnaire, ni ne représentera pour le peuple la perte d'aucun avantage. Au contraire: notre œuvre sera une œuvre nationale, qui saura élever les conditions de vie du peuple — vraiment épouvantables dans certaines régions — et le fera participer à l'orgueil d'un grand destin retrouvé.

Ouvriers, paysans, intellectuels, soldats, marins, gardiens de notre Patrie : sortez de la résignation devant le tableau de sa ruine et joignez-vous à nous pour l'Espagne une, grande et libre. Que Dieu nous aide ! Arriba Espana !

Alicante, le 17 juillet 1936.

---

*Le Gérant* : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Avril 1977

★ *DES DOCUMENTS  
AUTRICHIENS ET ITALIENS INEDITS*

★ *DES TEMOIGNAGES  
D'AUTEURS OUBLIES*

★ *DES ILLUSTRATIONS  
INCONNUES EN FRANCE*

*dans*

# **Les Bourbons de France en exil à Gorizia**

du Docteur Luigi BADER

(La vie quotidienne et la mort des exilés de 1830 — Des détails nouveaux sur Henri V, comte de Chambord — Le « Saint-Denis » de la Castagnavizza (Yougoslavie).



Librairie Académique Perrin — Coll. « Présence de l'Histoire ».

**Numéros anciens de Défense de l'Occident :**

Première série (1948-1960) : chaque N° 15 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 15 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

***Complétez dès maintenant vos collections***

---



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 15 Frs h. t.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965).

Où mène le gaullisme (1967).

L'Agression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

---

**Pour établir des séries complètes, la Direction de DEFENSE DE L'OCCIDENT rachète au prix de 30 F. l'ex. les Numéros suivants :**

**1ère série : Numéros 1, 50/51, 53.**

**2ème série : Numéros 2, 3, 5, 6, 7.**

**Nous écrire pour faire des offres.**